



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie 2022

Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-211395/001/CY

Valeur du contrat : 174 502,80 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2021-12-15

Date de livraison des services : 2022-04-08

Numéro d'enregistrement : ROP 068-21

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec
Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie 2022 – Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Avril 2022

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances du Canada, 2022.

N° de catalogue F2-289/2022F-PDF

ISBN 978-0-660-42769-0

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy 2022 – Final report*

N° de catalogue : F2-289/2022E-PDF

ISBN 978-0-660-42766-9

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs	i
Méthodologie	i
Valeur du contrat	ii
Constatations principales – phase qualitative.....	iii
Constatations principales – phase quantitative	viii
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	x
Introduction	1
Contexte	1
I. Constatations détaillées – phase qualitative	2
A. Perceptions de l'économie canadienne	2
B. Incidence économique de la pandémie	4
C. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie	5
D. Logement	7
E. La dette et le déficit	11
F. Les priorités budgétaires.....	12
II. Constatations détaillées – phase quantitative	14
A. Évaluation de l'économie	14
B. Mesures gouvernementales.....	20
C. Bien-être personnel.....	22
D. Impôt et politique fiscale	26
E. Logement	30
F. Résultats de suivi du sondage téléphonique.....	33
G. Différences entre les modes de sondage	39
Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative	49
Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative	51
Annexe C : Guide de discussion	56
Annexe D : Questionnaire de recrutement	62
Annexe E : Questionnaire du sondage	71

Remarque : Des tableaux croisés détaillés sont fournis dans un document distinct.

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- Le système et les incitatifs fiscaux
- L'accessibilité des logements
- Diverses questions fiscales

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays, aux enjeux émergents et au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Méthodologie

Phase qualitative

Environics Research a mené, en février 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiens quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus spécifiquement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que l'inflation, le logement, le déficit et les priorités pour le prochain budget fédéral. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom et deux séances ont été organisées dans chacune des régions suivantes : l'Ontario (le 7 février), la région de l'Atlantique (le 8 février), les Prairies (le 9 février), la Colombie-Britannique (le 10 février) et le Québec (le 15 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Lundi 7 février	17 h HNE – groupe 1 19 h HNE – groupe 2
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Mardi 8 février	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Mercredi 9 février	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 5 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 6
C.-B./territoires (anglais)	Jeudi 10 février	19 h HNE (16 h HNP) – groupe 7 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 8
Québec (français)	Mardi 15 février	17 h HNE – groupe 9 19 h HNE – groupe 10

REMARQUE : Les participants des groupes 1, 3, 5, 7 et 9 étaient à faible revenu. Les participants des groupes 2, 4, 6, 8 et 10 gagnaient un revenu plus élevé.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenait à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient entre six et huit participants (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence. Chaque soir, une séance a été organisée auprès de Canadiens à faible revenu et une autre a été menée auprès de personnes à revenu plus élevé.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Finances Canada souhaitait faire passer la recherche à une méthodologie en ligne. Environics a donc adopté une approche mixte afin de faciliter cette transition.

- La principale méthodologie utilisée pour l'échantillon de la population générale était un sondage en ligne mené du 23 février au 4 mars 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.*
- Un sondage téléphonique à échantillon aléatoire a été mené du 19 février au 18 mars 2022 auprès de 1 003 adultes résidant au Canada en utilisant les techniques usuelles de composition aléatoire. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Total	En ligne	Au téléphone	Marge d'erreur de l'échantillon téléphonique*
Canada atlantique (7 %)	301	200	101	+/- 9,7
Québec (23 %)	750	500	250	+/- 6,2
Ontario (38 %)	902	600	302	+/- 5,6
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	604	404	200	+/- 6,9
C.-B./Yukon (13 %)	453	303	150	+/- 8,0
CANADA (100 %)	3 010	2 007	1 003	+/- 3,1

* En points de pourcentage, avec un niveau de confiance de 95 %.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 174 502,80 \$ (TVH incluse).

Rapport

Le présent rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. L'évaluation et l'analyse de l'opinion des Canadiens permettent au gouvernement du Canada de mieux comprendre d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

Les participants ont manifesté leur pessimisme et leur inquiétude quant à l'économie canadienne. Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'économie du pays en un mot, ils ont eu tendance à évoquer des sentiments d'incertitude et de pessimisme, choisissant des termes comme « mauvaise », « effrayante », « instable », « volatile », « inflation », « difficile », « en difficulté » et « prix élevés ». Seules quelques personnes ont utilisé des mots plus positifs ou neutres, comme « correcte » ou « passable ».

Les attitudes générales quant à l'état de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre, quel que soit le niveau de revenu, bien que les participants à plus faible revenu se sentent manifestement vulnérables. Certaines personnes à revenu plus élevé ont relevé que le Canada est toujours considéré comme un pays prospère selon les normes mondiales. On a aussi souvent mentionné les inégalités et le manque d'équité en matière d'économie, de même que le fait que plusieurs personnes et entreprises se sont grandement enrichies durant la pandémie, tandis que d'autres ont été durement touchés.

La plupart des gens se sont dits pessimistes quant à l'année à venir. Ils s'attendent à ce que les prix continuent d'augmenter. Ils ont également exprimé leur inquiétude au sujet des factures de la pandémie qui arrivent à échéance et de la future instabilité découlant des interruptions de la chaîne d'approvisionnement et des possibles nouveaux variants. Certains ont mentionné que nous naviguons toujours en terrain inconnu. Une minorité s'est dite plus optimiste et a établi un lien plus direct entre la levée imminente des restrictions imposées par la pandémie et la reprise économique.

L'inflation et la hausse des prix sont sans aucun doute la principale source de préoccupation sur le plan de l'économie. Les participants ont systématiquement parlé de la hausse du prix du panier d'épicerie et de l'essence et, dans bien des cas, ont également mentionné le prix du logement et des services publics. Il a été noté que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme et que la vie devient de moins en moins abordable.

Le taux d'inflation est devenu le principal indicateur de l'état de l'économie. Certains craignent que la situation ne s'aggrave avant de s'améliorer en raison de l'explosion de la demande refoulée qui se produira à la levée des restrictions. La pénurie de biens a été soulevée à l'occasion, principalement dans le contexte de la nécessité pour le Canada de devenir plus autosuffisant. Les gens sont maintenant plus conscients de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Plusieurs ont également exprimé des inquiétudes au sujet de toutes les petites entreprises qui ont disparu pendant la pandémie ou qui se trouvent maintenant en difficulté.

Certains se sont dits préoccupés de l'économie au lendemain de la pandémie, lorsque « les factures arriveront », et des conséquences qui en découleront, comme la hausse de l'impôt ou des taux d'intérêt et les réductions de service.

Les participants ont exprimé peu d'inquiétudes à l'égard du chômage. Ils se sont dits plutôt préoccupés de la pénurie de main-d'œuvre. Quelques personnes ont dit avoir l'impression que les gens sont réticents à réintégrer le marché du travail en raison des programmes tels que la PCU; d'autres ont noté que trop d'emplois offrent encore de bas salaires et des conditions de travail médiocres, et revêtent donc peu d'intérêt.

B. Incidence économique de la pandémie

Les participants ont raconté des expériences financières variées durant la pandémie. Certaines personnes, surtout dans les groupes à plus faible revenu, ont dit avoir perdu leur emploi ou subi des pertes de revenus. Ceux qui travaillaient dans les secteurs du voyage, du tourisme d'accueil, du commerce de détail ou des soins personnels ont été particulièrement touchés, bien que la plupart aient indiqué avoir trouvé des façons de « se réinventer » dans de nouveaux emplois.

Dans chaque séance, plusieurs participants ont dit avoir profité de programmes comme la PCU, surtout au début de la pandémie. Ils se sont dits reconnaissants de ces mesures, mais certains subissent encore des pertes financières et les prestations n'ont pas compensé les pertes de revenu.

Par ailleurs, de nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus élevé, ont dit que leur situation financière s'était en fait améliorée durant la pandémie. Ceux qui occupent un emploi stable ont dit être plus occupés que jamais et ont pu épargner de l'argent, puisqu'ils ne dépensaient pas autant par exemple pour les voyages, les repas au restaurant et les vêtements.

Les participants ont eu du mal à décrire une « économie post-COVID-19 ». Certains ont mentionné que nos habitudes de magasinage et de travail ont probablement changé de façon permanente, passant au virtuel. D'autres ont indiqué qu'il faudra peut-être plusieurs années pour se remettre de toutes les dépenses amenées par la pandémie et de toutes les fermetures d'entreprises. D'autres encore ont dit croire qu'une vague de prospérité suivra tandis que les gens recommencent à consommer.

Plusieurs participants ont mentionné que la pandémie leur a montré ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas, prouvant que nous pouvons tous nous adapter. De nombreuses personnes ont aussi relevé que la pandémie a conscientisé la population au sujet de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et de la nécessité d'une plus grande autonomie alimentaire et énergétique.

C. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Comme mentionné précédemment, la hausse des prix et l'inflation étaient, de loin, la plus importante source de préoccupation économique mentionnée spontanément par les répondants. Les récentes augmentations de prix ont été très remarquées, surtout en ce qui concerne l'épicerie et l'essence. En Colombie-Britannique, la hausse des primes d'assurance a également été mentionnée, en particulier à la suite des catastrophes naturelles survenues au cours de la dernière année.

De nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus faible, ont dit craindre de ne pas être en mesure de suivre l'augmentation des coûts des biens essentiels. Une personne a d'ailleurs noté : « Au Dollarama, plus rien ne coûte seulement un dollar. » Les gens ont toutefois indiqué avoir trouvé des moyens de faire face à la situation : ils mangent plus souvent à la maison, cherchent les soldes, achètent des produits de qualité inférieure, utilisent moins leur véhicule, etc.

L'inflation a été considérée comme un problème de portée mondiale, et non typiquement canadien. La plupart des gens étaient conscients que ce phénomène se produit dans plusieurs autres pays. Cependant, ils ne comprenaient pas bien les causes de la récente inflation. Certains ont relevé les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, l'augmentation soudaine de la demande de produits lorsque les restrictions ont été levées, l'augmentation des coûts pour les détaillants découlant de la hausse des salaires et des modifications requises en raison de la COVID-19, ainsi que les sommes trop élevées injectées dans l'économie. Quelques personnes ont aussi soupçonné des pratiques de prix abusifs.

Peu de participants ont formulé des idées précises quant aux mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour contrer l'inflation. Certains ont suggéré de diminuer les dépenses, de supprimer la PCU (plusieurs croyaient que celle-ci était toujours en vigueur), d'accroître la capacité de production nationale de produits de première nécessité ou de régler les prix des biens essentiels.

Quelques personnes ont mentionné spontanément que les taux d'intérêt vont probablement augmenter en réaction à l'inflation, mais la plupart ne comprenaient pas en quoi cela allait réellement faire baisser les prix. Plusieurs ont dit craindre qu'une hausse des taux d'intérêt n'entraîne un effondrement de l'économie ou ne provoque l'éclatement de la bulle immobilière, même si la plupart d'entre eux ne seraient pas touchés personnellement par une légère augmentation.

D. Le logement

Les préoccupations liées au logement ont été soulevées systématiquement dans toutes les régions, mais leur nature variait selon le niveau de revenu. Les participants au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix.

La plupart des personnes à revenu plus élevé étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci auraient un jour les moyens de vivre là où ils veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure.

Dans tous les groupes, les participants se sont inquiétés de la pénurie de logements abordables. Ceux résidant dans de petites communautés en Ontario, dans les provinces de l'Atlantique et, dans une moindre mesure, dans les Prairies se sont parfois dits choqués de la vitesse à laquelle les logements sont devenus inabordables dans leur région.

Les gens s'expliquaient mal les causes de la crise du logement actuelle. Certains ont indiqué que la spéculation immobilière, les faibles taux d'intérêt, l'immigration et les règlements de zonage font en sorte qu'il est difficile d'accroître l'offre de logements abordables. D'autres ont aussi relevé que tous les aspects du logement sont devenus plus chers durant la pandémie, des frais de main-d'œuvre au coût des matériaux de construction, comme le bois d'œuvre.

Peu de participants étaient au courant de mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour régler les problèmes de logement. Certains avaient vaguement entendu parler d'incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété, tandis que d'autres ont mentionné l'imposition par le gouvernement provincial d'une taxe sur les logements vacants appartenant à des intérêts étrangers.

Lorsqu'on leur a montré une liste de 12 mesures liées au logement qui étaient envisagées par le gouvernement fédéral, la plupart des gens ont indiqué qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne voie. Toutefois, plusieurs se sont montrés très cyniques quant à la capacité du gouvernement de véritablement changer les choses pour rendre le logement plus abordable.

Les mesures jugées les plus efficaces étaient souvent celles visant à pallier le manque d'offre, comme le fait d'« accroître l'accessibilité à des logements abordables » et d'« exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables ».

Les deux mesures concernant les propriétés appartenant à des intérêts étrangers ont aussi interpellé certaines personnes, mais moins en Colombie-Britannique, où le logement demeure inabordable malgré des politiques provinciales semblables. Les gens ont aussi manifesté leur intérêt pour des opérations immobilières plus transparentes et l'interdiction d'offres à l'aveugle.

Peu de mesures ont soulevé des objections, mais certaines ont été jugées très étroites ou concernaient des problèmes mal connus, comme l'interdiction des « rénovictions » ou l'imposition d'une taxe aux fiducies de placement immobilier. Certaines personnes ont aussi souligné que les mesures liées à la demande, comme d'offrir plus d'argent aux acheteurs d'une première propriété ou de rendre les paiements hypothécaires plus abordables, ne régleraient pas le problème du manque d'offre.

E. Le déficit et la dette

Les participants étaient au courant de l'important déficit qu'affiche actuellement le gouvernement fédéral, mais peu ont manifesté un sentiment d'urgence à cet égard. Pour plusieurs, ce concept reste abstrait, il ne s'agit « que d'un nombre ». La plupart des gens avaient aussi l'impression que le déficit est la conséquence naturelle de la pandémie et de toutes les dépenses nécessaires pour y faire face. Ils ont dit ne pas s'attendre de sitôt à un équilibre budgétaire.

Les participants ont dit craindre que des mesures radicales pour réduire le déficit n'entraînent des augmentations majeures des taxes et de l'impôt ou encore des réductions de service. Ceux qui ont suggéré des moyens de réduire le déficit ont principalement indiqué que le gouvernement devrait s'attaquer aux paradis

fiscaux et aux fraudes fiscales par les très riches, ou encore la mise en place de stratégies pour réduire les dépenses « non essentielles ».

Les gens ont néanmoins formulé des inquiétudes quant au fait de laisser une dette importante aux générations futures. Ils ont exprimé le souhait qu'un plan d'action soit mis en place pour gérer la dette. Certains se sont dits inquiets que le gouvernement fédéral ne semble pas se soucier du déficit et de la dette croissante.

Les points de vue étaient partagés quant à l'idée d'octroyer aux provinces un financement à long terme plus permanent pour les soins de santé, ce qui ferait augmenter le déficit. Dans certaines régions, comme les provinces des Prairies, les participants ont dit que l'on ne pouvait se fier aux gouvernements provinciaux pour ce qui est de véritablement consacrer ces sommes aux soins de santé. Au Québec et en Colombie-Britannique, les gens se sont montrés plus ouverts à un plus grand financement des soins de santé par le gouvernement fédéral, quelles qu'en soient les conséquences fiscales.

F. Les priorités budgétaires

Les participants ne se sont pas entendus sur ce qui devrait être inclus dans le prochain budget fédéral ou sur les conseils qu'ils donneraient à la ministre des Finances.

Parmi les suggestions précises les plus courantes, notons le financement des soins de santé (y compris la santé mentale, les soins dentaires et l'assurance médicaments), les solutions à la crise du logement et à l'augmentation du coût de la vie, l'environnement et les innovations en matière d'infrastructures vertes, le soutien aux personnes âgées, les ressources pour les plus vulnérables (comme les jeunes familles, les personnes âgées et les pauvres), le soutien aux petites entreprises touchées par la pandémie et la réduction de la TPS.

Lorsqu'ils ont été questionnés sur la santé mentale, plusieurs participants ont reconnu qu'il s'agissait maintenant d'un enjeu majeur nécessitant de nouveaux investissements.

Constatations principales – phase quantitative

Finances Canada prévoit de faire passer cette étude à une méthodologie en ligne. Les sections qui suivent présentent donc les résultats du sondage en ligne. Dans le rapport complet, la section F du chapitre II fournit des renseignements de suivi provenant des résultats du sondage téléphonique, tandis que la section G du chapitre II présente les différences entre les deux modes de sondage.

A. Évaluation de l'économie

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, un peu plus du quart des répondants (27 %) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et près de quatre personnes sur dix (38 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4).

Dans toutes les régions, une minorité de Canadiens évaluent l'économie de leur province de façon positive; une majorité relative de répondants dans la plupart des régions fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents de la Colombie-Britannique, qui sont les plus favorables avec un peu moins de quatre personnes sur dix, de ceux du Québec, qui sont partagés entre des opinions négatives ou neutres, et de ceux de l'Ontario, qui fournissent des réponses plutôt neutres. Près de la moitié des résidents des provinces de l'Atlantique évaluent négativement l'économie de leur province.

Sept Canadiens sur dix (69 %) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie. Une seule personne sur sept (14 %) a une opinion positive à cet égard, dans une certaine mesure.

L'augmentation du coût de la vie est la plus grande source de stress relevée parmi plusieurs facteurs potentiels (42 % des répondants estiment qu'il s'agit d'une source de stress majeure). Un peu moins du quart des répondants sont d'avis que leur capacité d'économiser suffisamment pour leur retraite (23 %) ou la possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite (23 %) constituent des sources de stress majeures. Environ deux personnes sur dix considèrent comme des sources de stress majeures la qualité du système de santé (20 %), le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (18 %), la propagation de la COVID-19 au Canada (18 %) et la capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (18 %).

Trois répondants sur dix (31 %) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement arrive en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu moins d'une personne sur dix (8 %).

B. Mesures gouvernementales

Sept Canadiens sur dix (72 %) sont d'avis que les actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne, tandis que deux personnes sur dix (18 %) croient plutôt que le gouvernement n'a que peu d'influence par rapport aux forces mondiales.

Invités à évaluer l'importance que devraient revêtir huit enjeux dans les décisions budgétaires du gouvernement fédéral, les répondants ont choisi en premier lieu rendre le coût de la vie plus abordable (84 %) et maîtriser l'inflation (80 %), suivis de près par le fait de s'assurer que les plus nantis paient leur juste part (78 %) et de rendre le logement plus abordable (77 %).

C. Bien-être personnel

Plus de quatre Canadiens sur dix (43 %) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (29 %) se disent neutres à cet égard, tandis que le quart des répondants (26 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

Lorsqu'ils pensent à leurs parents au même âge, les Canadiens estiment que leur génération est plus désavantagée en ce qui concerne le logement (62 %), la qualité de l'environnement (60 %), la sécurité financière (48 %) et la santé mentale (48 %). Ils sont plus partagés quant à savoir si la situation est mieux ou pire pour ce qui est des perspectives d'emploi ou de la santé. Près de la moitié des gens (47 %) croient que leur génération dispose de meilleures possibilités d'éducation que celle de leurs parents.

Le tiers (34 %) des Canadiens se disent très ou un peu inquiets à l'idée qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi.

En ce qui a trait aux conséquences de la pandémie, près de trois personnes sur dix (28 %) ont dû s'adapter au télétravail, notamment en travaillant à domicile, deux personnes sur dix (22 %) ont connu des réductions de leurs heures de travail ou de leur salaire et environ une personne sur dix a perdu son emploi de façon temporaire (12 %) ou permanente (9 %), ou encore a été incapable de travailler en raison d'un diagnostic de COVID-19 (10 %).

D. Impôt et politique fiscale

La majorité des gens sont d'accord (notes de 7 à 10) avec chaque énoncé concernant la façon dont le gouvernement fédéral aborde les enjeux fiscaux, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour l'énoncé selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (75 %) et le plus bas pour celui affirmant que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible (59 %). Plus de six personnes sur dix sont d'accord dans une certaine mesure avec les autres énoncés. Bien qu'ils souhaitent manifestement le rétablissement de l'équilibre budgétaire, les Canadiens préfèrent largement une approche prudente qui ne nécessite pas des réductions de service majeures ou une hausse du fardeau fiscal.

Six personnes sur dix (60 %) estiment que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts. Environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises (49 %) et les membres de la classe moyenne (50 %) paient un montant approprié en taxes et en impôts, tandis qu'environ le tiers des gens croient que ces deux groupes devraient en payer moins. En revanche, la majorité des répondants estiment que les grandes sociétés (70 %), les membres du 1 % les plus riches (69 %), les institutions financières (59 %) et les sociétés numériques (58 %) devraient payer *davantage* de taxes et d'impôts.

E. Logement

Invités à évaluer une série d'énoncés sur l'accès à la propriété, huit Canadiens sur dix (81 %) sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept personnes sur dix (72 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Seule une minorité de gens (28 %) sont d'avis qu'il serait facile aujourd'hui de trouver un logement abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Les trois quarts (76 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires, et un peu plus de la moitié (54 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables. La moitié des locataires (49 %) trouvent qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'acquérir une propriété dans l'avenir, et quatre membres de ce groupe sur dix (39 %) jugent leur loyer abordable.

Au moins six Canadiens sur dix accordent une certaine importance à chacune des 13 mesures du gouvernement fédéral en matière de logement. L'accessibilité accrue à des logements abordables est considérée comme la priorité absolue (76 %). Sept répondants sur dix jugent qu'il est prioritaire de prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (72 %), de continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété (71 %), d'accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables (70 %), d'exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables (70 %) et de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds (69 %).

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-211395/001/CY
Date du contrat initial : 2021-12-15
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- Le système et les incitatifs fiscaux
- L'accessibilité des logements
- Diverses questions fiscales

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays, aux enjeux émergents et au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Contexte

Le ministère des Finances a besoin que des études soient menées pour obtenir de l'information sur l'environnement public au sein duquel les mesures prises par le gouvernement seront communiquées. Il s'avère important que le ministère des Finances du Canada effectue des recherches sur l'opinion publique afin d'avoir un portrait juste et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique, dans le but d'être bien au fait du contexte dans lequel les mesures qu'il prend seront communiquées.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

Association de mots et évaluation générale

Au début de chaque séance, les participants devaient choisir le mot qui, à leur avis, décrit le mieux l'état actuel de l'économie canadienne. Les réponses fournies avaient tendance à véhiculer un sentiment d'incertitude et de pessimisme, et comprenaient le plus souvent des termes comme « mauvais », « effrayant », « instable », « volatil », « inflation », « difficile », « en difficulté », « déroutant » et « cher ». D'autres mots ont été mentionnés moins fréquemment, mais exprimaient les mêmes thèmes, comme « désastreux », « épouvantable », « triste » et « trouble ». Un plus petit nombre de personnes ont utilisé des mots plus positifs ou neutres, comme « correct », « passable » ou « acceptable. »

Les types de mots utilisés par les participants pour décrire l'économie étaient semblables d'une région à l'autre. On a observé davantage de différences entre les groupes à faible revenu et ceux à revenu moyen ou élevé. Les participants à faible revenu ont exprimé davantage un sentiment de découragement et de souffrance associé au présent. L'état de l'économie est pour eux une source d'inquiétude dans l'immédiat. Ceux dont le revenu est plus élevé ont aussi exprimé de grandes inquiétudes et de l'anxiété relativement à l'économie, mais cette anxiété était davantage dirigée vers l'avenir. Ils étaient préoccupés par la dette et le déficit à venir, par les conséquences à plus long terme des changements climatiques, ou encore par la façon dont la pandémie a transformé de nombreux modèles d'affaires. Quelques participants à revenu plus élevé ont décrit leurs difficultés financières personnelles, mais la plupart ont plutôt décrit l'état de l'économie en s'appuyant sur l'information qu'ils avaient lue à ce sujet, et non sur leur expérience directe. Toutefois, plusieurs personnes, et ce, dans toutes les régions et quel que soit leur niveau de revenu, ont spontanément mentionné la hausse des prix et le coût de la vie dans ce contexte.

Les attitudes générales quant à l'état de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, bien que les participants à plus faible revenu se sentent manifestement plus vulnérables sur le plan personnel. Les résidents de la Colombie-Britannique se sont dans une certaine mesure montrés plus pessimistes et négatifs que ceux des autres régions. Certains participants gagnant un revenu plus élevé ont noté que le Canada est toujours considéré comme un pays prospère selon les normes mondiales et que, même s'il fait face à des difficultés, celles-ci sont les mêmes que celles auxquels sont confrontés tous les autres pays industrialisés.

On a aussi souvent mentionné les inégalités et le manque d'équité dans l'économie canadienne, de même que le fait que plusieurs personnes et entreprises se sont grandement enrichies durant la pandémie, tandis que d'autres ont été durement touchées. Plusieurs personnes ont parlé du fait que certains secteurs d'activité et certaines entreprises ont réalisé d'importants profits pendant la pandémie, tandis que d'autres ont énormément souffert. On a par exemple cité la façon dont le commerce en ligne, l'ameublement et les rénovations ont prospéré, tandis que les secteurs du tourisme d'accueil, du voyage et de la culture ont obtenu des résultats désastreux. Plusieurs ont aussi dit avoir personnellement observé une accentuation de l'écart de revenu, expliquant que ceux qui occupent un emploi stable ou qui possèdent une propriété se sont enrichis, tandis que d'autres ont grandement souffert sur le plan économique. Les participants ont dit avoir l'impression que la classe moyenne risquait de disparaître.

L'économie canadienne dans une perspective d'avenir

Invités à réfléchir à la façon dont l'économie se portera au cours de la prochaine année, la plupart des participants se sont montrés plutôt pessimistes. Ils se sont dits grandement préoccupés par la hausse des prix et l'économie au lendemain de la pandémie, se demandant ce qui arrivera lorsque toutes les factures liées aux dépenses engendrées par la pandémie arriveront à échéance. La majorité a dit s'attendre à ce que le prix des biens essentiels comme les produits d'épicerie et l'essence continue d'augmenter, devenant de plus en plus inabordable. Plusieurs se sont aussi inquiétés de la future instabilité économique occasionnée par des facteurs tels que les interruptions des chaînes d'approvisionnement et d'éventuels nouveaux variants de COVID-19. Quelques personnes ont cité les perturbations occasionnées par les manifestations du convoi de camionneurs et la fermeture des frontières comme exemples de facteurs imprévus pouvant menacer l'économie. Certains ont mentionné que nous naviguons toujours en terrain inconnu.

Il était aussi évident que la modification constante des mesures de santé publique durant la pandémie en a découragé plusieurs, de sorte que les gens se sont résignés à une instabilité et à des perturbations constantes. Plusieurs participants se sont montrés cyniques quant à savoir si la conjoncture économique pouvait réellement s'améliorer alors que le prix du logement ne cesse d'augmenter. L'augmentation du prix des biens essentiels et le taux d'inflation général ont souvent fait office de baromètre pour déterminer l'état de l'économie dans son ensemble.

Certains participants, principalement dans les groupes à revenu plus élevé et en Colombie-Britannique, se sont montrés plus optimistes quant à l'avenir de l'économie canadienne. Ils ont établi un lien plus direct entre la levée imminente des restrictions imposées par la pandémie et la reprise économique, disant avoir bon espoir que les choses « reviennent à la normale » lorsque les gens pourront reprendre leur mode de vie d'avant. Ces personnes percevaient souvent l'inflation actuelle et les interruptions de la chaîne d'approvisionnement comme des inconvénients passagers causés par le fait que le monde a été touché de façon bien inégale par la pandémie et les restrictions associées. On espérait que, d'ici la fin de l'année, les choses seraient revenues à la normale, les biens seraient abondants sur le marché et la demande refoulée en raison de la pandémie se serait en grande partie résorbée. Certains ont noté qu'au fil de la levée des restrictions sanitaires, les gens seraient de meilleure humeur, et donc peut-être mieux disposés sur le plan psychologique à consommer et à stimuler l'activité économique.

Préoccupations économiques précises

Comme mentionné précédemment, l'inflation et la hausse des prix en découlant sont sans aucun doute la principale source de préoccupation économique. Les participants ont systématiquement parlé de leurs difficultés causées par la hausse du prix du panier d'épicerie et de l'essence et, dans bien des cas, ont également mentionné le prix du logement et des services publics. Il a été noté que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme et que la vie devient de moins en moins abordable. Le taux d'inflation est devenu le principal indicateur de l'état de l'économie, et la plupart des gens ont lu des articles à ce sujet dans l'actualité en plus d'en subir les effets personnellement à l'épicerie ou en faisant le plein d'essence. Certains craignent que la situation ne s'aggrave avant de s'améliorer en raison de l'explosion de la demande refoulée qui surviendra dès la levée des restrictions liées à la pandémie. La pénurie de logements abordables a aussi été soulevée fréquemment, tant comme problème en soi que comme aspect du phénomène inflationniste.

La pénurie de biens a été mentionnée à l'occasion comme préoccupation économique précise, mais surtout dans le contexte de la nécessité perçue pour le Canada de devenir plus autosuffisant. Plusieurs participants ont

dit être maintenant plus conscients de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales, mentionnant les goulots d'étranglement dans les ports et la pénurie de certains produits dans les épiceries. Les répercussions de la pandémie sur un grand nombre de petites entreprises ont aussi été mentionnées comme préoccupation économique précise. Plusieurs participants ont dit craindre que plusieurs entreprises des secteurs du commerce de détail et du tourisme d'accueil ne se remettent jamais de la pandémie et qu'elles restent en difficulté pendant de nombreuses années, lorsqu'elles n'ont pas déjà fait faillite.

Certains se sont dits préoccupés de l'économie au lendemain de la pandémie, lorsque « les factures arriveront », et des conséquences qui en découleront, comme la hausse de l'impôt ou des taux d'intérêt et les réductions de service. Les participants à revenu plus élevé, en particulier, se sont inquiétés des conséquences de ces dettes sur les générations futures.

Il est apparu clairement que le chômage ne représentait pas une importante source de préoccupation économique. Les gens se sont dits plutôt inquiets de la pénurie de main-d'œuvre. Quelques participants avaient l'impression que les gens sont parfois réticents à réintégrer le marché du travail en raison de programmes tels que la PCU; ce point de vue était le plus répandu dans les provinces de l'Atlantique. D'autres ont noté que, bien que le chômage ne soit plus vraiment une source de préoccupation, trop d'emplois offrent encore des salaires inférieurs à la norme et des conditions de travail médiocres, et revêtent donc peu d'intérêt pour les travailleurs. Les préoccupations relatives à l'emploi sont maintenant davantage orientées vers le manque perçu d'emplois bien rémunérés, et non vers le manque d'emplois en général. Les gens estiment que les employeurs ont de la difficulté à pourvoir des postes, mais qu'ils ne sont pas disposés à augmenter les salaires pour rendre ces postes plus intéressants.

B. Incidence économique de la pandémie

Conséquences sur la vie personnelle

Les participants ont raconté des expériences financières variées durant la pandémie. Certaines personnes, surtout dans les groupes à plus faible revenu, ont dit avoir perdu leur emploi ou subi des pertes de revenus. Ceux qui travaillaient dans les secteurs du voyage, du tourisme d'accueil, du commerce de détail ou des soins personnels ont été particulièrement touchés, bien que la plupart aient indiqué avoir trouvé des façons de « se réinventer » dans de nouveaux emplois. Plusieurs exemples précis de perte d'emploi ont été mentionnés : une personne a perdu son emploi auprès d'un imprimeur, mais a plus tard trouvé du travail auprès des forces armées; un organisateur d'événements travaille maintenant dans le secteur de l'éducation; une personne qui travaillait dans le commerce de détail est devenue apicultrice; un promeneur de chiens a perdu tous ses revenus puisque les gens étaient tous à la maison et pouvaient donc promener leur chien eux-mêmes; ou encore des gens travaillant dans le commerce de détail ou la restauration sont passés à des emplois en ligne ou basés sur la livraison, ou encore à un domaine complètement différent.

Dans chaque séance, plusieurs participants ont dit avoir profité de programmes comme la PCU, surtout au début de la pandémie. Ils se sont dits reconnaissants de ces mesures, mais certains subissent encore des pertes financières et les prestations n'ont pas compensé les pertes de revenu. Il est aussi apparu que, même si la PCU n'est plus versée depuis plus d'un an, quelques participants, en particulier dans les provinces de l'Atlantique, avaient l'impression que plusieurs personnes recevaient encore des prestations plutôt que d'accepter des emplois peu rémunérés et que cela contribuait à la pénurie de main-d'œuvre.

Par ailleurs, de nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus élevé, ont dit que leur situation financière personnelle s'était améliorée et qu'ils se sont enrichis durant la pandémie. Ceux occupant un emploi stable ont décrit être plus occupés que jamais et n'ont subi aucune perte de revenu pendant cette période. Ils ont aussi souvent indiqué avoir pu épargner de l'argent, puisqu'ils ne dépensaient pas autant par exemple pour les voyages, les repas au restaurant et les vêtements, mais aussi, dans certains cas, pour l'essence, puisqu'ils n'avaient plus à se déplacer pour aller travailler.

Économie post-COVID-19

Les participants ont eu du mal à décrire à quoi pourrait ressembler une « économie post-COVID-19 ». Certains ont mentionné que nos habitudes de magasinage et de travail ont probablement changé de façon permanente, passant au virtuel. Ils ont souligné que plusieurs personnes continueront probablement de travailler de la maison, beaucoup plus qu'auparavant, et que plusieurs opérations et achats se feraient maintenant en ligne. La plupart des gens étaient d'avis que ces changements sont bien enracinés, ou qu'il pourrait falloir des années pour voir un retour complet à la normale.

Les participants étaient partagés quant à savoir si l'économie post-COVID-19 serait meilleure ou pire qu'avant la pandémie. Certains se sont montrés pessimistes, mentionnant que l'économie pourrait avoir besoin de plusieurs années pour se remettre de toutes les dépenses engendrées et de la disparition de nombreuses entreprises des secteurs du commerce de détail et du tourisme d'accueil. D'autres ont dit croire qu'une vague de prospérité suivra, du moins à court terme, tandis que les gens recommenceront à être plus confiants et qu'ils se remettront à magasiner, à aller au restaurant, à participer à des événements et à voyager.

Plusieurs participants ont mentionné que la pandémie leur a montré ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas, prouvant que nous pouvons tous nous adapter. Ils ont décrit toutes les façons dont ils ont modifié leur comportement pendant cette période et réduit leurs dépenses, jugeant qu'ils ont été en mesure de gérer une situation totalement imprévue. De nombreuses personnes ont aussi relevé que la pandémie a conscientisé la population au sujet de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et de la nécessité d'une plus grande autonomie alimentaire et énergétique au Canada.

C. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Perceptions de la hausse des prix

Comme mentionné précédemment, la hausse des prix et l'inflation étaient, de loin, la plus importante source de préoccupation économique mentionnée spontanément par les répondants. Les récentes augmentations de prix ont été très remarquées, surtout en ce qui concerne l'épicerie et l'essence. En Colombie-Britannique, la hausse des primes d'assurance a également été mentionnée, en particulier à la suite des catastrophes naturelles survenues au cours de la dernière année. De nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus faible, ont dit craindre de ne pas être en mesure de suivre l'augmentation des coûts des biens essentiels. Une personne a d'ailleurs noté : « Au Dollarama, plus rien ne coûte seulement un dollar. » Plusieurs personnes ont dit avoir trouvé des moyens de faire face à la hausse des prix. Ils mangent plus souvent à la maison, cherchent les soldes, achètent des produits de qualité inférieure, utilisent moins leur véhicule, font plus attention aux endroits où ils font leurs achats et tentent de trouver les magasins aux prix les plus bas. La hausse des prix du logement a aussi été relevée dans ce contexte, mais les gens sont toutefois plus enclins à songer au commerce de détail lorsqu'il est question de hausse des prix.

En général, les participants à plus faible revenu s'inquiétaient davantage de l'inflation que ceux à revenu plus élevé, étant plus touchés pour les biens essentiels que pour les produits et services non essentiels. L'inflation influe sur leurs achats de produits d'épicerie, d'essence et de vêtements, mais aussi sur leur style de vie, comme les sorties au restaurant ou au cinéma, les visites au salon de coiffure, etc.

Causes et solutions

L'inflation qui sévit a été considérée comme un problème de portée mondiale, et non typiquement canadien. Les gens étaient généralement conscients de la croissance de l'inflation dans plusieurs autres pays, notamment aux États-Unis et dans divers pays européens. Dans la plupart des cas, toutefois, ils ne comprenaient pas bien les causes de la récente inflation. Certains ont relevé les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, l'augmentation soudaine de la demande de produits lorsque les restrictions ont été levées, l'augmentation des coûts pour les détaillants découlant de la hausse des salaires et des modifications requises en raison de la COVID-19, ainsi que les sommes trop élevées injectées dans l'économie. Quelques personnes soupçonnaient aussi des pratiques de prix abusifs par des détaillants avides et sans scrupules. Il convient de noter que les séances de discussion ont eu lieu avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un facteur qui pourrait avoir contribué à la hausse des prix, en particulier de l'essence.

Peu de participants ont formulé des idées ou suggestions précises quant aux mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour contrer l'inflation. Certains ont proposé de réduire les dépenses globales, ayant l'impression que les sommes injectées durant la pandémie « surchauffaient » l'économie. D'autres, croyant que la PCU était toujours en vigueur, ont suggéré d'éliminer celle-ci. On a aussi mentionné que le Canada devrait mettre en place une stratégie visant à accroître la capacité de fabrication nationale afin de produire un plus grand volume de biens essentiels et de réduire notre dépendance aux fluctuations des prix à l'international. Quelques participants se sont demandé s'il était possible pour le gouvernement d'imposer un contrôle des prix sur certains produits essentiels. Certaines personnes ont mentionné que le gouvernement pourrait atténuer les conséquences de la hausse des prix en augmentant le salaire minimum. Seuls quelques participants ont suggéré d'augmenter les taux d'intérêt pour réduire l'inflation. Les participants à revenu plus élevé avaient plus tendance à proposer des solutions axées sur la réduction des dépenses.

Augmentation des taux d'intérêt

Quelques personnes ont mentionné spontanément que les taux d'intérêt vont probablement augmenter en réaction à l'inflation, mais la plupart ne comprenaient pas en quoi cela allait réellement faire baisser les prix. Plusieurs ont dit craindre qu'une hausse des taux d'intérêt n'entraîne un effondrement de l'économie ou ne provoque l'éclatement de la bulle immobilière, même si la plupart d'entre eux ne seraient pas touchés personnellement par une légère augmentation. De nombreux participants ont relevé que les taux d'intérêt ont déjà été beaucoup plus élevés, mais les gens s'inquiétaient tout de même des conséquences d'un tel relèvement compte tenu des niveaux plus élevés d'endettement des ménages et du nombre de personnes ayant contracté des prêts hypothécaires élevés. On a noté qu'une hausse des taux d'intérêt de 1 % à 2 %, même si elle semble anodine, pourrait faire doubler les paiements d'intérêt.

D. Logement

Principales préoccupations liées au logement

Les préoccupations liées au logement ont été soulevées très souvent dans toutes les régions, mais leur nature variait selon le niveau de revenu. Les participants au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix. Ils étaient souvent résignés à l'idée qu'ils ne pourraient jamais devenir propriétaires et s'inquiétaient du coût des loyers et de leur capacité à payer si ceux-ci devaient augmenter. Ces inquiétudes se retrouvaient dans toutes les régions. En effet, le problème ne touche plus seulement Toronto et Vancouver, mais est maintenant une importante source de préoccupation dans les petites communautés et les régions rurales.

La plupart des personnes à revenu plus élevé étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci seraient un jour capables d'acheter une maison et s'ils auraient les moyens de vivre où ils veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure.

Dans tous les groupes, les participants se sont inquiétés de la pénurie de logements abordables. Ceux résidant dans de petites communautés en Ontario, dans les provinces de l'Atlantique et, dans une moindre mesure, dans les Prairies se sont parfois dits choqués de la vitesse à laquelle les logements sont devenus inabordables dans leur région. Dans les provinces de l'Atlantique, l'accessibilité des logements est maintenant un problème majeur. Le coût du logement, tant pour l'achat que pour la location, a été relevé comme étant problématique lors des discussions sur l'accessibilité. Plusieurs ont raconté des anecdotes au sujet de maisons dans leur quartier dont le prix a augmenté considérablement, les rendant inabordables. Les locataires s'inquiétaient aussi de la hausse des loyers, se demandant comment ils pourraient s'en sortir avec les coûts supplémentaires. Les participants se préoccupaient aussi des jeunes cherchant à acheter une maison. En outre, ceux cherchant une maison plus petite que celles qu'ils occupaient actuellement craignaient de ne pas avoir les moyens d'acheter quoi que ce soit. On a relevé que l'Île-du-Prince-Édouard connaît la pire pénurie de logements au Canada; il convient d'ailleurs de souligner que, lorsque les résidents des provinces de l'Atlantique évoquent les propriétés appartenant à des « intérêts étrangers », ils font souvent référence à des personnes d'ailleurs au Canada.

Les participants des Prairies ont moins souvent mentionné spontanément le logement comme source de préoccupation économique. Toutefois, lorsque questionnés à ce sujet, ils ont dit s'inquiéter de la hausse des loyers et de la possibilité pour les jeunes d'acheter une maison. Le logement pour les personnes âgées a aussi été évoqué, certains trouvant difficile de trouver un logement abordable pour un membre de leur famille plus âgé.

En revanche, les participants de la Colombie-Britannique ont presque immédiatement parlé de la hausse des prix du logement comme enjeu économique important. Plusieurs ont relevé des obstacles considérables à l'achat d'une première maison. Dans le passé, la pénurie de logements abordables était principalement observée dans la région de Vancouver. Cependant, les participants d'autres parties de la province, notamment de l'intérieur, commencent maintenant à subir une hausse soudaine des prix du logement. Les parents ont d'ailleurs dit craindre que leurs enfants adultes soient forcés de quitter la région de Vancouver pour être en

mesure d'acheter une maison. Certaines personnes se demandaient aussi comment les personnes âgées pourraient se permettre de vivre dans un marché aux prix si élevés. Les participants avaient aussi l'impression que les personnes accédant à la propriété payaient des sommes trop élevées.

Chez les participants québécois, il est apparu clairement que la principale préoccupation résidait dans le prix élevé du logement, en particulier des loyers. Plusieurs personnes à plus faible revenu ont dit craindre de ne plus avoir les moyens de vivre dans leur quartier et leur communauté. Certains ont peur d'être contraints de déménager ou d'être expulsés en raison de « rénovictions » et de devoir quitter la ville pour trouver un endroit abordable où habiter. Au Québec, les participants à revenu plus élevé s'inquiétaient davantage de leurs enfants ou parents âgés lorsqu'il était question de logement.

Les causes de la crise du logement

Les participants s'expliquaient mal les causes de la crise du logement actuelle. Certains ont indiqué que la spéculation immobilière faisait augmenter la demande et créait une spirale ascendante. D'autres ont mentionné que les taux d'intérêt très faibles au cours des dernières années ont fait gonfler les prix. D'autres encore ont soulevé que l'immigration accrue au Canada a entraîné une augmentation majeure de la demande de logements et que l'offre n'a pas suivi le rythme. On a aussi relevé qu'il est souvent difficile d'accroître l'offre de logements abordables en raison des règlements de zonage. Certaines personnes ont noté que tous les aspects du logement sont devenus plus chers durant la pandémie, des frais de main-d'œuvre au coût des matériaux de construction, comme le bois d'œuvre. La pandémie a aussi été perçue comme un facteur ayant contribué à la crise du logement à l'échelle locale. Les personnes résidant hors des grandes villes ont fait remarquer que nombreux sont ceux qui ont décidé de s'installer dans des communautés plus petites durant la pandémie, lorsque tout le monde travaillait à la maison, faisant ainsi gonfler la demande pour des propriétés dans des régions auparavant moins recherchées.

Les gens étaient très peu au courant des mesures actuelles mises en place par le gouvernement fédéral pour régler les problèmes de logement. Certains avaient vaguement entendu parler d'incitatifs aux acheteurs d'une première propriété, tandis que d'autres ont mentionné l'imposition d'une taxe ou de mesures visant à dissuader les logements vacants appartenant à des intérêts étrangers, mais ces mesures étaient souvent confondues avec celles annoncées par les gouvernements provinciaux.

Réactions aux mesures en matière de logement

Les participants se sont vu montrer une liste de 12 mesures liées au logement qui ont été annoncées par le gouvernement fédéral, et devaient choisir celles qui, à leur avis, parviendraient le mieux à régler la crise du logement. Les mesures sont présentées ci-dessous, de celle la plus souvent choisie comme étant la plus efficace à celle la moins souvent choisie :

1. Accroître l'accessibilité à des logements abordables.
2. Interdire aux étrangers d'acheter des propriétés résidentielles qui resteront vacantes.
3. Imposer une taxe sur les logements vacants ou sous-utilisés appartenant à des personnes non résidentes et non canadiennes.

4. Continuer d'offrir des incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété (p. ex., l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un compte d'épargne pour l'achat d'une première propriété, la location avec option d'achat).
5. Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu.
6. Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle.
7. Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible.
8. Continuer d'investir dans les logements communautaires.
9. Imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat.
10. Interdire les « rénovictions ».
11. Aider les municipalités à accélérer le processus de construction de nouvelles maisons.
12. Imposer une taxe aux fiducies de placement immobilier (FPI) et aux autres importantes sociétés propriétaires de logements.

La plupart des participants étaient d'avis que ces politiques du gouvernement fédéral semblaient un pas dans la bonne voie et qu'il s'agissait globalement d'une bonne approche. Toutefois, plusieurs se sont montrés très cyniques quant à la capacité du gouvernement de véritablement changer les choses pour rendre le logement plus abordable. On avait l'impression que le problème du logement était si vaste et qu'il avait si bien résisté aux mesures mises en place dans le passé qu'il était difficile de s'imaginer en quoi de nouvelles mesures pourraient véritablement améliorer la situation.

Les participants ont eu tendance à trouver que la mesure la plus efficace était celle concernant le manque d'offre en général, c'est-à-dire qui consiste à « accroître l'accessibilité à des logements abordables ». On a cependant souvent noté que cette mesure n'expliquait pas comment le gouvernement fédéral comptait y parvenir. Dans un même ordre d'idée, certaines personnes ont aimé les mesures associées visant à remédier à la pénurie de logements de façon plus précise, notamment pour ce qui est d'« exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables » et de « continuer d'investir dans les logements communautaires ».

Les deux mesures concernant les propriétés appartenant à des intérêts étrangers ont aussi interpellé plusieurs personnes, puisqu'elles s'appuyaient sur l'impression que l'augmentation des prix est attribuable aux investisseurs et aux spéculateurs; plusieurs anecdotes concernant des investisseurs étrangers ont d'ailleurs été racontées à ce sujet. Ces politiques ont toutefois moins touché les résidents de la Colombie-Britannique, qui ont indiqué que des politiques semblables avaient déjà été mises en place à l'échelle provinciale, mais que le logement était moins abordable que jamais. Dans certaines régions, notamment dans les provinces de l'Atlantique, les participants avaient l'impression que ces mesures s'appliquaient aux Canadiens des autres

provinces, et non seulement aux acheteurs d'autres pays. Les personnes résidant dans des communautés plus petites se sont reconnues dans le gonflement des prix du logement attribuable à l'achat de propriétés par « des gens d'ailleurs ». Ces deux politiques ont été considérées comme réalisables, offrant à tout le moins la possibilité d'améliorer la situation. Elles ont semblé interpeller davantage les gens que la notion de taxe « anti-opérations immobilières de vente-achat », laquelle a souvent dû être expliquée.

La mesure consistant à continuer d'offrir des incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété (p. ex., l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un compte d'épargne pour l'achat d'une première propriété et la location avec option d'achat) a aussi souvent été jugée efficace. Toutefois, certaines personnes ont relevé que l'idée de « continuité » signifiait qu'il n'y avait rien de nouveau, et que la mesure n'avait peut-être pas été particulièrement efficace jusqu'à présent. Les gens étaient fortement d'avis que les acheteurs potentiels d'une première propriété se trouvent dans une situation très difficile, et plusieurs se sont demandé si quiconque serait en mesure d'acheter une première maison sans l'appui de sa famille ou sans être indépendant de fortune. Ils se sont donc sentis interpellés sur le plan émotionnel par tout ce qui reconnaissait au moins ce problème.

Les gens ont aussi manifesté un intérêt marqué pour des opérations immobilières plus transparentes et l'interdiction d'offres à l'aveugle. Plusieurs participants à revenu plus élevé ont vécu récemment de mauvaises expériences dans le déroulement actuel des opérations immobilières, et tous se sont entendus pour dire que le processus d'offres à l'aveugle contribue à faire gonfler les prix encore plus.

Peu de mesures ont soulevé des objections, mais certaines ont été jugées très étroites ou concernaient des problèmes mal connus, comme l'interdiction des « rénovictions » ou l'imposition d'une taxe aux fiducies de placement immobilier. Quelques participants du Québec et de la Colombie-Britannique ont affirmé qu'eux-mêmes ou des proches avaient été victimes de « rénovictions », mais plusieurs autres n'avaient même jamais entendu ce terme. De la même façon, très peu de participants jugeaient efficace l'imposition d'une taxe aux FPI, pour la simple raison que presque aucun d'entre eux ne savait ce qu'est une FPI.

L'idée d'aider les municipalités à accélérer le processus de construction de nouvelles maisons a aussi suscité peu d'intérêt, bien que certains participants de la Colombie-Britannique l'aient perçue comme l'une des mesures les plus efficaces, peut-être en réaction aux récentes controverses liées aux modifications de zonage dans la région de Vancouver qui pourraient permettre la construction d'un plus grand nombre de nouvelles maisons. Cette politique est toutefois formulée comme un changement de « processus », et n'est donc pas perçue comme une solution immédiate.

L'idée de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables n'a pas été jugée particulièrement efficace. Certains ont souligné que les mesures liées à la demande comme celle-là, mais aussi comme celle visant à offrir de l'aide aux acheteurs d'une première propriété, ne régleraient pas le problème de la pénurie de logements abordables. On a fréquemment relevé que, dans la mesure où de nouveaux logements sont construits, peu d'entre eux semblaient répondre aux besoins du segment inférieur du marché, et que la majeure partie des nouvelles constructions étaient très haut de gamme.

E. La dette et le déficit

Préoccupations et connaissances

La grande majorité des participants étaient au courant de l'important déficit qu'affiche actuellement le gouvernement fédéral, mais peu ont été en mesure de le quantifier ou de le replacer dans son contexte. Bon nombre ne comprenaient pas toujours la différence entre le déficit et la dette nationale accumulée, et certains ont aussi confondu le déficit et la balance commerciale entre les importations et les exportations, ou encore avec la dette collective des particuliers. La plupart des participants étaient aussi d'avis que le déficit était le résultat naturel et inévitable de la pandémie et de toutes les dépenses nécessaires pour aider les Canadiens et couvrir les mesures de santé publique.

Peu ont manifesté un sentiment d'urgence ou de l'anxiété à ce sujet, du moins pas à court terme. Plusieurs avaient l'impression que le gouvernement est toujours déficitaire et que tous les pays du monde sont dans une telle situation. Certains ont simplement supposé que le déficit est inéluctable, puisque les choses ont toujours été ainsi. Pour plusieurs, ce concept reste abstrait, il ne s'agit « que d'un nombre ». Très peu de gens connaissaient ou comprenaient le ratio de la dette au PIB, mais on a noté que la dette avait augmenté considérablement au cours des deux dernières années et certains se sont inquiétés vaguement des conséquences que cela aurait sur les générations futures, de même que du prix que tous les Canadiens devront payer lorsque les gouvernements devront prendre des mesures pour réduire le déficit. Les participants ont dit craindre que la mise en place de mesures radicales pour réduire le déficit n'entraîne une augmentation majeure des taxes et de l'impôt ou encore des réductions de service. Bien que certaines personnes aient dit ne pas souhaiter que le déficit augmente de façon importante, ils ne ressentaient pas non plus l'urgence de le réduire, surtout en raison du risque d'augmentation de l'impôt ou des réductions de service.

Quelques participants se sont demandé ce qui arriverait si les taux d'intérêt devaient connaître une hausse importante et que le gouvernement devait payer des intérêts beaucoup plus élevés sur la dette. Plusieurs ont aussi fait observer que, même si le déficit ne les tient pas éveillés la nuit, ils s'inquiètent tout de même du fait que le gouvernement ne semble pas du tout avoir pour plan d'équilibrer le budget. Même si le déficit n'est pas perçu comme un problème important par la plupart des gens, il symbolise pour certains des dépenses inconsidérées de la part du gouvernement. Plusieurs participants ont indiqué être prêts à payer de l'impôt et à s'accommoder du déficit tant qu'ils ont l'impression que le gouvernement dépense de manière avisée et qu'il se fixe de bonnes priorités.

Les gens ont néanmoins formulé des inquiétudes quant au fait de laisser une dette importante aux générations futures. Ils ont exprimé le souhait qu'un plan d'action soit mis en place pour gérer la dette. Certains se sont dits inquiets que le gouvernement fédéral ne semble pas se soucier du déficit et de la dette croissante. Même si les attitudes concernant le déficit étaient semblables d'une région à l'autre, les participants à revenu plus élevé avaient tendance à s'inquiéter davantage des conséquences à long terme d'une forte dette nationale. Ceux à plus faible revenu ont reconnu que la dette n'était pas souhaitable et ont tracé un lien avec leur propre niveau d'endettement, mais cet enjeu n'était de toute évidence pas une source de préoccupation majeure.

Même si plusieurs participants ont dit souhaiter que le gouvernement mette en place un plan pour revenir à l'équilibre budgétaire, peu d'entre eux ont manifesté l'envie d'y parvenir rapidement (par exemple, d'ici un an ou deux). Une telle mesure a été perçue comme potentiellement radicale et perturbatrice et, dans certaines régions, cela a rappelé de mauvais souvenirs de gouvernements fédéraux et provinciaux antérieurs ayant réduit

considérablement le financement de certains programmes afin d'équilibrer le budget. La plupart des gens étaient d'avis que la stabilité de l'économie connaîtrait un trop grand choc si l'on tentait de parvenir à l'équilibre budgétaire rapidement, et personne ne s'est dit favorable à l'augmentation des revenus de l'État par une hausse de l'impôt.

Ceux qui ont suggéré des moyens de réduire le déficit ont principalement indiqué que le gouvernement devrait s'attaquer aux paradis fiscaux et aux fraudes fiscales par les très riches, ou encore la mise en place de stratégies pour réduire les dépenses « non essentielles ». Plusieurs personnes ont aussi évoqué la nécessité pour les représentants du gouvernement et les politiciens de réduire leurs propres salaires et leurs avantages sociaux.

Financement des soins de santé

Les points de vue étaient partagés quant à l'idée pour le gouvernement fédéral d'octroyer aux provinces un financement à long terme plus permanent pour les soins de santé, ce qui ferait augmenter le déficit. Dans certaines régions, comme les provinces des Prairies, les participants ont dit que l'on ne pouvait se fier au gouvernement provincial pour ce qui est de véritablement consacrer ces sommes aux soins de santé. Au Québec et en Colombie-Britannique, les gens se sont montrés plus ouverts à un plus grand financement des soins de santé par le gouvernement fédéral, quelles qu'en soient les conséquences fiscales. Peu savaient spontanément que les provinces demandaient plus de fonds pour les soins de santé, et la notion d'un financement fédéral permanent a été mal comprise.

F. Les priorités budgétaires

Les participants ne se sont pas entendus sur ce qui devrait être inclus dans le prochain budget fédéral ou sur les conseils qu'ils donneraient à la ministre des Finances. Dans chacune des régions, les gens ont fourni des réponses variées à cette question, et peu de nuances régionales ont été dégagées. Parmi les suggestions précises les plus courantes, notons le financement des soins de santé (y compris la santé mentale, les soins dentaires et l'assurance médicaments), les solutions à la crise du logement et à l'augmentation du coût de la vie, l'environnement et les innovations en matière d'infrastructures vertes, le soutien aux personnes âgées, les ressources pour les plus vulnérables (comme les jeunes familles, les personnes âgées et les pauvres), le soutien aux petites entreprises touchées par la pandémie et la réduction de la TPS. Certaines personnes ont aussi mentionné des idées très précises qui pourraient répondre aux problèmes d'abordabilité, comme abaisser la taxe sur l'essence ou sur le carbone, ou imposer un plafond sur le prix de l'essence ou d'autres produits essentiels. D'autres ont mentionné le revenu de base universel.

Certaines suggestions étaient davantage des communications et des stratégies que des politiques précises. Les participants ont dit souhaiter que la ministre se montre plus ouverte et honnête, et qu'elle mette en place une stratégie pour l'économie canadienne qui permettrait éventuellement de réduire le déficit et qui éliminerait progressivement les mesures d'allégement liées à la COVID-19 à mesure que la pandémie s'atténue.

L'augmentation des investissements dans les soins de santé a suscité des avis partagés. Les dépenses précises en santé, par exemple celles en santé mentale, ont été très populaires, considérées comme répondant à un enjeu émergent. Certains ont aussi mentionné des mesures précises, comme une meilleure assurance médicaments ou la couverture des soins dentaires. Les augmentations générales des transferts en santé aux provinces qui n'étaient pas liées à des résultats souhaités ont suscité moins d'appui.

Les participants à plus faible revenu avaient tendance à souhaiter que le budget prévoie d'aider les personnes à faible revenu, les jeunes familles, les étudiants et les personnes vivant seules. Ils insistaient aussi davantage sur les problèmes immédiats liés au coût de la vie, comme le prix de l'essence et des produits d'épicerie, et se demandaient si le budget pouvait apporter un certain répit à cet égard. Certaines personnes dans les groupes à revenu plus élevé ont mentionné la nécessité d'investir davantage dans les technologies vertes et dans l'innovation. Il convient aussi de souligner que, même si le budget fédéral comprend souvent des mesures fiscales, très peu de participants ont parlé de réduire l'impôt sur le revenu dans le contexte actuel, outre quelques mentions visant à réduire la TPS. Certains participants, en particulier au Québec, ont suggéré d'augmenter les impôts des sociétés à but lucratif et des très riches.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

Finances Canada prévoit de faire passer cette étude à une méthodologie en ligne. Les sections A à E présentent donc les résultats du sondage en ligne. La section F fournit quant à elle des renseignements de suivi provenant des résultats du sondage téléphonique, tandis que la section G présente les différences entre les deux modes de sondage.

A. Évaluation de l'économie

L'état actuel de l'économie canadienne

Une majorité relative de Canadiens perçoivent l'état actuel de l'économie nationale de façon négative.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du bien-être économique actuel. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, un peu plus du quart des répondants (27 %) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et près de quatre personnes sur dix (38 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4). Ces résultats correspondent de près à ceux observés dans le cadre de la phase qualitative, qui laissent aussi entendre que la plupart des gens sont inquiets de l'état actuel dans lequel se trouve l'économie canadienne.

État actuel de l'économie

Q1a Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. L'état actuel de l'économie canadienne	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Incertains
Total – sondage en ligne (n = 2 007)	27 %	34 %	38 %	1 %

Les réponses sont généralement semblables dans la plupart des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. Le fait de percevoir positivement l'état de l'économie nationale (notes de 7 à 10) est plus courant au Québec (30 %) et en Colombie-Britannique (33 %), et moins répandu en Saskatchewan (15 %). Dans cette vague, les hommes sont plus susceptibles d'avoir une opinion favorable que les femmes (34 % contre 21 %); le pourcentage de répondants qui voient l'économie d'un bon œil tend aussi à diminuer à mesure que l'âge augmente, passant de 31 % chez les 18 à 34 ans à 23 % chez les 55 ans et plus. Les perceptions positives ne sont plus liées à des revenus de ménage plus élevés, mais elles se retrouvent davantage chez les diplômés universitaires. Elles sont aussi plus répandues chez les personnes qui travaillent à temps plein (31 %), les propriétaires (29 %), les parents d'un enfant de moins de 18 ans (35 %) et ceux qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière (46 %). Les perceptions positives sont aussi un peu plus courantes chez les nouveaux immigrants (51 %) et les Autochtones (40 %).

État actuel de l'économie provinciale

Les résidents des provinces de l'Atlantique, des Prairies et de l'Alberta perçoivent plus négativement l'économie de leur province, tandis que ceux de la Colombie-Britannique en ont une opinion plus positive.

Dans toutes les régions, une minorité de Canadiens évaluent leur économie provinciale de façon positive. Une majorité relative de répondants dans la plupart des provinces et territoires fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents de la Colombie-Britannique, qui sont les plus favorables avec un peu moins de quatre personnes sur dix, de ceux du Québec, qui sont partagés entre des opinions négatives ou neutres, et de ceux de l'Ontario, qui fournissent des réponses plutôt neutres. Près de la moitié des résidents des provinces de l'Atlantique évaluent négativement l'économie de leur province.

État actuel de l'économie provinciale

Q1b Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Incertains
Atlantique (n = 200)	20 %	33 %	47 %	–
Québec (n = 500)	30 %	34 %	34 %	2 %
Ontario (n = 600)	25 %	40 %	34 %	1 %
Man./Sask. (n = 200)	19 %	37 %	43 %	1 %
Alberta (n = 203)	20 %	37 %	43 %	1 %
Colombie-Britannique (n = 303)	38 %	33 %	27 %	2 %

L'impression d'une économie provinciale en santé est partagée par la minorité, quoiqu'un peu plus répandue chez les hommes (32 % contre 21 % chez les femmes), les propriétaires (30 % contre 22 % chez les autres), les parents d'un enfant de moins de 18 ans (36 % contre 24 %) et ceux qui évaluent favorablement l'économie canadienne (77 %) ou encore leur situation financière personnelle (46 %). Comme pour l'économie canadienne en général, les Autochtones (40 %) et les nouveaux arrivants (47 %) évaluent plus favorablement l'économie de leur province.

Prix actuel des produits d'épicerie

Sept personnes sur dix perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie.

Sept Canadiens sur dix (69 %) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie. Une seule personne sur sept (14 %) a une opinion positive à cet égard, dans une certaine mesure.

Prix actuel des produits d'épicerie

Q1d Comment évaluez-vous le prix actuel des produits d'épicerie? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Incertains
Total – sondage en ligne (n = 2 007)	14 %	17 %	69 %	1 %

Une majorité de répondants à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes évaluent de façon négative le prix des produits d'épicerie. Les perceptions deviennent plus favorables à mesure que l'âge augmente, passant d'aussi peu que 54 % chez les 18 à 34 ans à 80 % chez les 55 ans et plus. Les groupes suivants sont plus susceptibles de donner une évaluation négative :

- Les résidents du Manitoba (80 %), de la Saskatchewan (81 %) et de la région de l'Atlantique (78 %)
- Les femmes (72 %, comparativement à 66 % chez les hommes);
- Les Canadiens retraités (80 %)
- Les locataires (73 %, comparativement à 68 % chez les propriétaires)
- Ceux qui se trouvent dans une mauvaise situation financière (91 %)
- Ceux qui croient que l'économie canadienne se porte mal (91 %)
- Les Canadiens handicapés (76 %)

Principaux facteurs de stress financier pour les ménages canadiens

La hausse du coût de la vie est le principal facteur de stress financier pour les ménages. Les Canadiens éprouvent moins de stress par rapport à la sécurité d'emploi et à la performance du marché boursier. Les parents, quant à eux, s'inquiètent davantage de la qualité de l'environnement lorsque leur enfant sera plus âgé.

Une nouvelle question a été posée aux répondants cette année; ceux-ci devaient indiquer dans quelle mesure différents facteurs représentent une source de stress pour eux et leur ménage. Pour réduire la charge de travail, chaque personne devait évaluer 10 facteurs sur 20; tous ont toutefois été questionnés sur leur capacité à économiser suffisamment pour acheter une maison. La hausse du coût de la vie est, de loin, la plus grande source de stress parmi les facteurs évalués, plus de quatre personnes sur dix la qualifiant de source majeure de stress (et 73 % la considérant comme une source de stress modérée).

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les Canadiens

2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Net : Source majeure/modérée	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress	Ne s'applique pas/ Je ne sais pas
L'augmentation du coût de la vie (n = 1 009)	73 %	42 %	31 %	20 %	6 %	2 %
La qualité du système de santé (n = 1 008)	51 %	20 %	31 %	31 %	14 %	4 %
La propagation de la COVID-19 au Canada (n = 1 006)	51 %	18 %	33 %	30 %	16 %	3 %
La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite (n = 1 001)	49 %	23 %	26 %	27 %	19 %	6 %
L'économie canadienne (n = 1 005)	49 %	15 %	34 %	33 %	15 %	3 %
L'économie mondiale (n = 1 002)	47 %	14 %	33 %	36 %	14 %	3 %
Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite (n = 1 006)	46 %	23 %	23 %	23 %	15 %	17 %
La qualité de l'environnement (n = 1 002)	46 %	15 %	31 %	33 %	17 %	4 %
Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (n = 1 011)	45 %	18 %	27 %	29 %	20 %	6 %
Les changements climatiques (n = 1 005)	44 %	17 %	27 %	30 %	21 %	4 %
Votre santé et celle de votre famille (n = 999)	44 %	15 %	30 %	35 %	18 %	3 %
L'ampleur du déficit fédéral (n = 1 008)	40 %	17 %	23 %	28 %	26 %	5 %
Votre santé mentale et celle de votre famille (n = 1 001)	39 %	14 %	24 %	29 %	28 %	4 %
La criminalité (n = 999)	37 %	11 %	25 %	36 %	21 %	5 %
L'inégalité du revenu au Canada (n = 996)	35 %	12 %	23 %	30 %	25 %	9 %
Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (n = 2 007)	32 %	18 %	14 %	14 %	16 %	38 %
Le terrorisme (n = 1 008)	32 %	11 %	21 %	33 %	28 %	7 %
Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois (n = 998)	31 %	14 %	17 %	25 %	40 %	4 %
La performance du marché boursier (n = 999)	29 %	8 %	21 %	29 %	21 %	21 %
Le manque d'occasions d'avancement professionnel (n = 1 000)	28 %	12 %	16 %	22 %	21 %	30 %
La sécurité d'emploi (n = 1 007)	26 %	10 %	16 %	21 %	25 %	29 %

Un peu moins du quart des répondants (23 % pour chaque facteur) sont d'avis que leur capacité d'économiser suffisamment pour leur retraite ou la possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite constituent des sources de stress majeures. Environ deux personnes sur dix considèrent comme des sources de stress majeures la qualité du système de santé (20 %), le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (18 %), la propagation de la COVID-19 au Canada (18 %) et la capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (18 %). Les autres facteurs sont moins souvent considérés comme des sources de stress majeures.

Les pourcentages de répondants qui estiment que chacun de ces facteurs constitue une source de stress majeure sont généralement semblables à l'échelle du pays et dans les différents sous-groupes de la population, avec quelques différences dignes de mention. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à considérer comme une source majeure de stress l'augmentation du coût de la vie, leur capacité d'économiser pour la retraite, leur sécurité financière à la retraite, la propagation de la COVID-19, le recul de la classe moyenne, l'économie mondiale et la capacité de payer les factures.

Les répondants qui se trouvent dans une situation plus précaire sont plus susceptibles de trouver qu'un certain nombre de facteurs constituent une source majeure de stress; c'est le cas des personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, qui détiennent un diplôme d'études secondaires ou moins, qui sont sans emploi, qui présentent un handicap et qui qualifient leur propre situation financière ou l'économie canadienne de mauvaises.

Les Canadiens qui ont indiqué avoir un enfant de moins de 18 ans à la maison ont été invités à évaluer quatre autres sources de stress potentielles. Entre le tiers et la moitié d'entre eux éprouvent au moins un stress modéré à leur égard. Environ deux parents sur dix affirment que la qualité de l'environnement lorsque leur enfant sera plus âgé ou leur capacité de payer les études de leur enfant sont pour eux une source de stress majeure; ils sont toutefois moins nombreux à en dire de même quant au fait de savoir si leur enfant obtiendra un emploi après ses études ou à la capacité de trouver une place de garde d'enfants abordable.

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les parents canadiens

2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress	Ne s'applique pas/Je ne sais pas
La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé (n = 486)	19 %	31 %	31 %	17 %	3 %
La capacité de payer les études de votre enfant (n = 486)	18 %	23 %	35 %	18 %	6 %
Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études (n = 486)	16 %	24 %	27 %	24 %	8 %
La recherche d'une place de garde d'enfants abordable (n = 486)	15 %	18 %	18 %	26 %	23 %

Les différences entre les sous-groupes sont semblables à celles concernant les autres énoncés. Les parents à faible revenu sont plus susceptibles de considérer comme une source de stress majeure leur capacité à payer les études de leur enfant et à trouver une place de garde d'enfants abordable.

Principale source de préoccupation économique

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont la principale source de préoccupation concernant l'économie canadienne.

Les Canadiens se sont vu présenter une liste de 10 enjeux, puis devaient sélectionner celui qui les préoccupe le plus (ils pouvaient aussi écrire une préoccupation différente). Ils ne pouvaient choisir qu'une seule réponse.

Trois répondants sur dix (31 %) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement arrive en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu moins d'une personne sur dix (8 %). Les répondants sont moins nombreux à avoir sélectionné d'autres enjeux comme étant les plus préoccupants à leurs yeux.

Enjeux économiques les plus préoccupants

4. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu, outre la pandémie, vous préoccupe le plus? * = enjeux montrés aux répondants	Total – sondage en ligne (n = 2 007)
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie*	31 %
Le logement*	8 %
Les soins de santé ou la santé mentale	6 %
Le déficit et la dette nationale*	5 %
Le chômage et l'emploi	4 %
Les changements climatiques et l'environnement	4 %
La guerre mondiale/la guerre en Ukraine	4 %
La représentation/les décisions du gouvernement	3 %
L'économie (sans précision)	2 %
Les taxes et impôts*	2 %
L'endettement et les finances des ménages	2 %
Les salaires/les emplois de qualité	2 %
L'industrie pétrolière/le prix de l'essence	2 %
Les enjeux liés à la COVID-19	2 %
Autres mentions (1 % ou moins chacune)	14 %
Aucune réponse	9 %

Les réponses sont en général semblables à l'échelle du pays ainsi que dans la majorité des sous-groupes, mais quelques différences méritent d'être soulignées :

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie est la réponse la plus populaire au sein des groupes suivants :

- Les femmes (33 %, contre 28 % chez les hommes)

- Les personnes dont les finances personnelles sont passables ou médiocres (35 %, contre 25 % chez celles qui jouissent de bonnes finances personnelles)
- Les personnes qui considèrent l'économie canadienne comme passable ou médiocre (33 %, contre 23 % chez celles qui la considèrent comme bonne)

Le logement est plus souvent choisi au sein des groupes suivants :

- Les résidents de la Colombie-Britannique et du Yukon (15 %)
- Les résidents de l'Ontario (10 %)
- Les Canadiens de moins de 55 ans (9 % comparativement à 4 % chez ceux de 55 ans et plus)

Les soins de santé et la santé mentale ont plus souvent été mentionnés au sein des groupes suivants :

- Les Canadiens âgés de 55 ans et plus (9 %)
- Les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 80 000 \$ (8 %)

B. Mesures gouvernementales

Incidence des décisions du gouvernement sur l'économie

Sept personnes sur dix estiment que les décisions du gouvernement ont une incidence considérable sur l'économie canadienne.

Les Canadiens sont largement convaincus que les actions du gouvernement fédéral peuvent, en fait, avoir une influence importante sur l'économie du pays; en effet, sept répondants sur dix (72 %) affirment que cet énoncé est celui qui se rapproche le plus de leur point de vue. Environ deux personnes sur dix (18 %) sont plutôt d'avis que le gouvernement n'a que peu d'influence devant les forces mondiales. Une personne sur dix (11 %) se dit incertaine à ce sujet.

Incidence des décisions du gouvernement sur l'économie

Q5 Lequel de ces points de vue se rapproche le plus du vôtre?	Total – sondage en ligne (n = 2 007)
Les décisions et actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne	72 %
L'économie dépend principalement de la situation mondiale et que notre gouvernement n'a que peu d'influence à cet égard	18 %
Incertains	11 %

Que les décisions du gouvernement exercent une influence considérable sur l'économie nationale est le point de vue qui domine dans l'ensemble du pays et tous les sous-groupes de la population. Les pourcentages de répondants qui partagent cette opinion vont de 69 % dans la région de l'Atlantique à 78 % en Colombie-

Britannique, et augmentent en même temps que le niveau de scolarité, passant de 66 % chez ceux qui détiennent un diplôme d'études secondaires ou moins à 75 % chez les diplômés universitaires. Ce point de vue est plus répandu chez les personnes âgées de 55 ans et plus (78 %), celles dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (80 %) et celles qui jugent désastreuse l'économie canadienne (80 %, comparativement à 67 % chez ceux qui trouvent qu'elle va bien).

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Le principal enjeu qui devrait être pris en compte par le gouvernement du Canada dans ses décisions budgétaires est le coût de la vie et l'inflation.

On a demandé aux Canadiens d'évaluer dans quelle mesure il est important pour le gouvernement fédéral de tenir compte de huit enjeux (sur une liste de neuf) dans ses décisions budgétaires. Les répondants ont choisi en premier lieu rendre le coût de la vie plus abordable (84 %) et maîtriser l'inflation (80 %), suivis de près par le fait de s'assurer que les plus nantis paient leur juste part (78 %) et de rendre le logement plus abordable (77 %). Environ sept personnes sur dix pensent aussi que s'attaquer aux problèmes de santé mentale (73 %), rendre les communautés plus sécuritaires (71 %) et aider les Canadiens à décrocher un bon emploi (70 %) représentent d'importantes priorités pour le gouvernement. Les deux tiers des Canadiens accorderaient également la priorité à la lutte contre les changements climatiques (66 %) et à l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie (65 %).

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Q3 Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.	Important (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas important (1 à 4)	Incertains
Rendre le coût de la vie plus abordable (n = 1 005)	84 %	13 %	2 %	1 %
Maîtriser l'inflation (n = 1 002)	80 %	14 %	3 %	2 %
Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part	78 %	15 %	5 %	2 %
Rendre le logement plus abordable	77 %	16 %	5 %	2 %
S'attaquer aux problèmes de santé mentale	73 %	19 %	6 %	1 %
Rendre les communautés plus sécuritaires	71 %	23 %	4 %	2 %
Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi	70 %	23 %	6 %	2 %
Lutter contre les changements climatiques	66 %	19 %	13 %	2 %
Fournir de l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19	65 %	24 %	9 %	2 %

Les résidents de la région de l'Atlantique, les femmes et les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ sont un peu plus nombreux à croire que la majorité de ces enjeux sont importants. Ceux qui croient que l'économie canadienne se porte bien sont les plus susceptibles de juger qu'il est important de s'attaquer aux problèmes de santé mentale, de rendre les communautés plus sécuritaires, d'aider les Canadiens à décrocher un bon emploi, de lutter contre les changements climatiques et de fournir du soutien à ceux touchés par la COVID-19.

C. Bien-être personnel

État actuel de votre situation financière personnelle

Un peu plus de quatre personnes sur dix estiment jouir personnellement d'une bonne situation financière.

Plus de quatre Canadiens sur dix (43 %) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (29 %) se disent neutres à cet égard, tandis que le quart des répondants (26 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

État actuel de votre situation financière personnelle

Q1c Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Incertains
Total – sondage en ligne (n = 2 007)	43 %	29 %	26 %	1 %

Le pourcentage de répondants qui jugent leur propre situation financière de façon positive varie, passant de 34 % en Saskatchewan à 46 % au Manitoba; il augmente en même temps que le revenu du ménage, passant de 25 % chez ceux gagnant moins de 40 000 \$ à 61 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus. Il est plus élevé au sein des groupes suivants :

- Les hommes (48 %, comparativement à 38 % chez les femmes)
- Les Canadiens âgés de 55 ans et plus (49 %)
- Les diplômés universitaires (51 %)
- Les propriétaires (53 %)
- Ceux qui croient que l'économie canadienne se porte bien (73 %)
- Ceux qui *n'appartiennent pas* à l'un des groupes suivants : les Autochtones, les nouveaux immigrants, les personnes racisées, les membres de la communauté LGBTQ2+ et les personnes handicapées (47 %)

Comparaison entre la génération actuelle et celle des parents au même âge

La plupart des gens sont d'avis que leur génération est désavantagée par rapport à celle de leurs parents en ce qui concerne la qualité de l'environnement et le logement; la moitié en disent de même pour la santé mentale et la sécurité financière.

Les Canadiens devaient indiquer, pour sept facteurs, si leur génération est plus avantagée, plus désavantagée ou à peu près dans la même situation que la génération de leurs parents lorsque ceux-ci avaient leur âge. Six personnes sur dix estiment que leur génération est désavantagée lorsqu'il s'agit du logement (62 %) et de la qualité de l'environnement (60 %), tandis que près de la moitié des répondants sont de cet avis en ce qui concerne la sécurité financière ou la santé mentale (48 % pour chaque facteur). Les Canadiens sont partagés quant à savoir si la situation est mieux ou pire pour ce qui est des perspectives d'emploi ou de la santé. Près de la moitié des gens (47 %) croient que leur génération dispose de meilleures possibilités d'éducation que celle de leurs parents.

Comparaison entre la génération actuelle et celle des parents au même âge

Q6 <i>Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en matière de...</i>	Plus désavantagée	À peu près dans la même situation	Plus avantagée	Je ne sais pas
Logement	62 %	18 %	16 %	4 %
Qualité de l'environnement	60 %	22 %	14 %	5 %
Sécurité financière	48 %	24 %	24 %	5 %
Santé mentale	48 %	26 %	20 %	7 %
Perspectives d'emploi	37 %	27 %	31 %	6 %
Santé	31 %	28 %	36 %	5 %
Possibilités d'éducation	22 %	26 %	47 %	6 %

Les opinions sont en général plutôt semblables à l'échelle du pays ainsi que dans plusieurs des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. Dans tous les cas sauf pour la santé, les Québécois et les francophones sont les plus enclins à penser que leur génération est plus avantagée que celle de leurs parents. Cette opinion est aussi plus répandue chez les répondants âgés de 55 ans et plus et les retraités que chez les Canadiens plus jeunes, même si ce n'est que légèrement. Les répondants qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière ou qui estiment que l'économie nationale se porte bien sont plus nombreux à trouver leur génération plus avantagée que celle de leurs parents en ce qui concerne chacun des facteurs. On observe peu de différences selon le revenu du ménage, à l'exception des répondants dont le revenu est de 150 000 \$ ou plus, qui sont les plus susceptibles de dire jouir d'une meilleure sécurité financière que leurs parents (31 %).

Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ sont plus susceptibles d'affirmer que leur génération est *désavantagée* en ce qui concerne la sécurité financière et les perspectives d'emploi.

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Le tiers des Canadiens se disent au moins un peu inquiets à l'idée qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi.

Le tiers (34 %) des Canadiens se disent très ou un peu inquiets à l'idée qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi, tandis que six personnes sur dix (62 %) ne sont pas vraiment ou pas du tout inquiètes à ce sujet.

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Q12. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?	Cela m'inquiète beaucoup	Cela m'inquiète un peu	Cela ne m'inquiète pas vraiment	Cela ne m'inquiète pas du tout	Incertains
Total – sondage en ligne (n = 2 007)	12 %	23 %	26 %	35 %	4 %

Les réponses sont généralement semblables dans les différents sous-groupes de la population. Le pourcentage de répondants qui s'inquiètent à ce sujet est plus élevé chez les personnes dont le revenu du ménage est plus faible, et diminue à mesure que le revenu augmente. Le fait de s'inquiéter (que ce soit beaucoup ou un peu) représente une minorité, mais est plus répandu au sein des groupes suivants :

- Les résidents de l'Alberta (43 %)
- Les Canadiens de moins de 55 ans (45 % comparativement à 18 % chez les 55 ans et plus)
- Ceux dont la langue parlée à la maison n'est ni l'anglais ni le français (51 %)
- Les parents d'un enfant de moins de 18 ans (49 % contre 30 %)
- Ceux qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (52 %)
- Les Autochtones (55 %), les personnes racisées (55 %), les membres de la communauté LGBTQ2+ (46 %), les nouveaux immigrants (82 %) et les personnes handicapées (39 %).

Incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi et le revenu

La pandémie a eu des répercussions sur les finances de nombreux Canadiens : un certain nombre d'entre eux ont perdu leur emploi, ont subi une réduction de leur salaire ou de leurs heures de travail ou n'ont pas pu travailler en raison de la COVID-19.

On a demandé aux Canadiens si leur emploi et leur revenu avaient été touchés pendant la pandémie de cinq façons précises. Près de trois personnes sur dix (28 %) ont dû s'adapter au télétravail, notamment en travaillant à domicile, deux personnes sur dix (22 %) ont connu des réductions de leurs heures de travail ou de leur salaire et environ une personne sur dix a perdu son emploi de façon temporaire (12 %) ou permanente (9 %), ou encore a été incapable de travailler en raison d'un diagnostic de COVID-19 (10 %).

Incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi et le revenu

Q13 <i>Lesquelles des conséquences suivantes la pandémie de COVID-19 a-t-elle entraînées sur votre emploi et votre revenu, le cas échéant?</i>	Total – sondage en ligne (n = 2 007)
Vous avez dû vous adapter au télétravail, y compris au travail à domicile	28 %
Vos heures de travail ou votre salaire ont été réduits	22 %
Vous avez temporairement perdu votre emploi	12 %
Vous avez reçu un diagnostic de COVID-19 et vous êtes ou avez été incapable de travailler	10 %
Vous avez définitivement perdu votre emploi	9 %

L'adaptation au télétravail est la réponse la plus courante dans la plupart des sous-groupes; le pourcentage de répondants qui ont subi cette conséquence passe de 20 % au Manitoba à 31 % en Ontario. Le fait d'avoir connu l'une ou l'autre des conséquences négatives est plus répandu chez les personnes âgées de moins de 55 ans, de même que chez les parents d'un enfant de moins de 18 ans, un groupe aussi lié à l'âge. Ceux dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ et ceux qui disent se trouver personnellement dans une mauvaise situation financière sont les plus susceptibles d'avoir vu leurs heures de travail ou leur salaire réduits ou d'avoir perdu temporairement ou définitivement leur emploi. Les diplômés universitaires et les travailleurs à temps plein sont plus nombreux à avoir dû s'adapter au télétravail, tandis que les travailleurs à temps partiel ont davantage subi une réduction de leur salaire ou de leurs heures de travail ou perdu temporairement leur emploi. Les Autochtones et les nouveaux immigrants sont plus nombreux que les membres des autres groupes de rapporter avoir vu leurs heures de travail ou leur salaire réduits, d'avoir perdu temporairement ou définitivement leur emploi ou d'avoir été incapables de travailler à la suite d'un diagnostic de COVID-19.

D. Impôt et politique fiscale

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Les Canadiens ont des sentiments quelque peu contradictoires au sujet du déficit. Ils souhaitent que l'équilibre budgétaire soit rétabli et qu'une stratégie soit mise en place à ce sujet, mais ils veulent aussi qu'un financement plus permanent soit accordé aux provinces pour les soins de santé.

On a demandé aux répondants d'évaluer leur niveau d'accord avec neuf énoncés portant sur l'approche du gouvernement fédéral par rapport à certains enjeux fiscaux. En général, les Canadiens souhaitent que la dette soit réduite, jugeant que cela aura une incidence positive sur l'économie, mais pas au détriment des soins de santé ou d'autres services essentiels; ils s'inquiètent également d'une hausse de l'impôt.

La majorité des gens sont d'accord (notes de 7 à 10) avec chaque énoncé, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour l'énoncé selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (75 %) et le plus bas pour celui affirmant que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible (59 %). Plus de six personnes sur dix sont d'accord dans une certaine mesure avec les autres énoncés.

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Q11 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord.	En accord (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Incertains
Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.	75 %	17 %	4 %	3 %
Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.	67 %	21 %	7 %	4 %
Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.	67 %	20 %	9 %	4 %
Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.	66 %	21 %	9 %	4 %
Maintenant que les mesures de soutien liées à la pandémie prennent fin, il est temps que le gouvernement fédéral limite ses dépenses.	65 %	22 %	9 %	4 %
Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.	64 %	23 %	7 %	6 %
Pendant la pandémie, il était nécessaire pour le gouvernement fédéral d'accuser un important déficit budgétaire.	63 %	20 %	13 %	4 %
Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.	63 %	24 %	8 %	4 %
Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.	59 %	27 %	10 %	4 %

Le niveau d'accord avec les énoncés est plutôt semblable d'une région à l'autre et dans la plupart des sous-groupes. Il tend à augmenter en même temps que l'âge, bien qu'une majorité de répondants dans l'ensemble des groupes d'âge se disent en accord dans une certaine mesure avec tous les énoncés. Le niveau d'accord est aussi semblable chez les membres des deux sexes, quoique les femmes soient plus susceptibles que les hommes de dire craindre qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les particuliers.

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

La plupart des gens sont d'avis que les grandes sociétés, les membres du 1 % les plus riches, les institutions financières et les sociétés numériques devraient payer plus de taxes et d'impôts.

Les Canadiens devaient indiquer si, à leur avis, les membres de sept groupes paient actuellement un montant approprié en taxes et en impôts ou s'ils devraient en payer plus ou moins. Six personnes sur dix (60 %) pensent que les gens à faible revenu devraient payer moins d'impôt. Environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises (49 %) et les membres de la classe moyenne (50 %) paient un montant approprié en taxes et en impôts, tandis qu'environ le tiers des gens croient que ces deux groupes devraient en payer moins. En revanche, la majorité des répondants estiment que les grandes sociétés (70 %), les membres du 1 % les plus riches (69 %), les institutions financières (59 %) et les sociétés numériques (58 %) devraient payer davantage de taxes et d'impôts.

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

Q7 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?	Devraient payer plus de taxes	Paient actuellement un montant approprié de taxes	Devraient payer moins de taxes	Je ne sais pas
Les grandes sociétés	70 %	17 %	5 %	9 %
Les membres du 1 % le plus riche	69 %	16 %	6 %	8 %
Les institutions financières	59 %	22 %	5 %	13 %
Les sociétés numériques	58 %	20 %	5 %	16 %
La classe moyenne	6 %	50 %	36 %	8 %
Les petites entreprises	6 %	49 %	32 %	12 %
Les personnes à faible revenu	5 %	28 %	60 %	7 %

L'opinion selon laquelle *les grandes sociétés* et *les membres du 1 % les plus riches* devraient payer plus de taxes et d'impôts domine à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes de la population. Dans ces deux cas, cette opinion est plus répandue chez les Canadiens plus âgés (55 ans et plus) et chez ceux qui estiment que l'économie canadienne se porte mal ou qu'elle est passable.

Dans la plupart des groupes, la majorité des répondants voudraient que *les institutions financières* ou *les sociétés numériques* paient plus de taxes et d'impôts, mais les pourcentages sont plus élevés chez les 55 ans et plus et chez ceux qui estiment que l'économie canadienne se porte mal ou qu'elle est passable.

L'opinion selon laquelle *les personnes à faible revenu* devraient payer moins d'impôts domine à l'échelle nationale, bien qu'elle soit plus répandue chez les répondants dont le revenu du ménage est faible ou moyen (68 % chez ceux qui gagnent moins de 80 000 \$), les personnes âgées de 55 ans et plus (70 %), les locataires (71 %), ceux qui croient que l'économie canadienne se porte mal (66 %) ou qu'elle est passable (62 %) et les personnes handicapées (72 %). Le pourcentage de répondants qui partagent cet avis est aussi plus élevé chez les personnes se trouvant personnellement dans une mauvaise situation financière (73 %), et diminue en même temps que les finances personnelles s'améliorent (pour atteindre 54 % chez ceux qui disent jouir d'une bonne situation financière).

Une minorité de répondants à l'échelle du pays et dans la plupart des sous-groupes souhaitent que *la classe moyenne* paie moins d'impôts, mais cette opinion est plus répandue chez les résidents de la Saskatchewan (47 %) et du Québec (45 %), chez les personnes qui se trouvent personnellement dans une situation financière mauvaise ou passable (40 %) et chez celles qui pensent que l'économie du pays se porte mal (45 %).

Le pourcentage de répondants qui jugent que *les petites entreprises* devraient payer moins d'impôts est généralement semblable d'un sous-groupe à l'autre, mais est plus élevé chez les nouveaux immigrants (42 %) et les personnes handicapées (37 %).

E. Logement

Accessibilité des logements

La plupart des gens s'entendent pour dire qu'il est très difficile d'acheter une propriété dans le contexte économique actuel et que le gouvernement fédéral a la responsabilité de s'attaquer à ce problème.

On a demandé aux Canadiens d'indiquer leur niveau d'accord avec un certain nombre d'énoncés concernant l'accès à la propriété. Huit Canadiens sur dix (81 %) sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept personnes sur dix (72 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Une minorité (28 %) est en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Les trois quarts (76 %) des propriétaires (n = 1 225) affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires, et un peu plus de la moitié (54 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Deux questions ont été posées spécifiquement aux locataires (n = 656). La moitié d'entre eux estiment qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaires d'une maison dans le futur, et quatre personnes sur dix (39 %) sont d'avis que leur loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Niveau d'accord avec les énoncés sur l'accessibilité du logement

Q9 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.	En accord (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Incertains
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel	81 %	12 %	6 %	1 %
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 225)	76 %	16 %	6 %	1 %
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada	72 %	19 %	7 %	2 %
Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 225)	54 %	24 %	20 %	1 %
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir ÉCHANTILLON : Locataires (n = 656)	49 %	19 %	30 %	2 %
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Locataires (n = 656)	39 %	25 %	34 %	2 %
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire	28 %	21 %	50 %	2 %

Les sous-groupes suivants sont les plus enclins à être d'accord avec les énoncés ci-dessous :

- *Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel* : les résidents de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, les personnes âgées de 55 ans et plus et les anglophones.
- *Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada* : les femmes, les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ et les locataires.
- *Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage* : les personnes dont le revenu du ménage est de 40 000 \$ ou plus, les diplômés universitaires, les répondants jouissant d'une bonne situation financière personnelle et les répondants qui considèrent que l'économie canadienne se porte bien.
- *Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire* : les résidents du Manitoba et de la Saskatchewan, les hommes, les propriétaires, les parents d'un enfant de moins de 18 ans, les personnes dont le revenu du ménage est de 80 000 \$ ou plus, les répondants jouissant d'une bonne situation financière personnelle, les répondants qui considèrent que l'économie canadienne se porte bien, les nouveaux immigrants et les Autochtones.

Ces résultats concordent plutôt bien avec ce que les participants ont mentionné dans le cadre de la phase qualitative de ce projet de recherche lorsque la question du logement a été abordée.

Les priorités du gouvernement fédéral en matière de politiques d'accès à la propriété

La majorité des répondants estiment que chacune des politiques sur le logement présentées devrait être une priorité du gouvernement.

Les Canadiens se sont vu présenter une série de 13 politiques liées au logement, puis devaient indiquer dans quelle mesure chacune d'elles devrait constituer une priorité pour le gouvernement fédéral. Au moins six répondants sur dix accordent au moins une certaine priorité à chacune des politiques. L'accessibilité accrue à des logements abordables est considérée par les Canadiens comme la priorité absolue (76 %). Sept répondants sur dix jugent qu'il est prioritaire de prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (72 %), de continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété (71 %), d'accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables (70 %), d'exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables (70 %) et de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds (69 %). Les six autres mesures sont considérées comme une priorité par des pourcentages variés allant de six personnes sur dix aux deux tiers des répondants.

Priorités en matière de politiques d'accès à la propriété

Q10 Afin de répondre au problème d'accessibilité aux logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.	Priorité (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas une priorité (1 à 4)	Incertains
Accroître l'accessibilité à des logements abordables	76 %	17 %	4 %	3 %
Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers	72 %	17 %	6 %	4 %
Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété	71 %	19 %	6 %	4 %
Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle	71 %	18 %	5 %	6 %
Rendre les paiements hypothécaires plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible	70 %	19 %	7 %	4 %
Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables	70 %	19 %	7 %	4 %
Faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds	69 %	20 %	8 %	4 %
Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements	68 %	21 %	6 %	5 %
Continuer d'investir dans les coopératives de logements	66 %	22 %	6 %	5 %
Mettre en place des mesures de contrôle des loyers à l'échelon national	66 %	21 %	9 %	5 %
Interdire temporairement l'achat de propriétés résidentielles par des étrangers afin de s'assurer que les logements ne restent pas vacants	64 %	19 %	11 %	6 %
Imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat	64 %	21 %	8 %	7 %
Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs	61 %	24 %	8 %	7 %

Quelques tendances significatives se dégagent chez les répondants qui considèrent plusieurs de ces mesures comme des priorités : les Canadiens âgés de 55 ans et plus, les femmes et les personnes qui voient d'un œil moins favorable leur propre situation financière sont les plus susceptibles de trouver prioritaires la majorité de ces approches.

F. Résultats de suivi du sondage téléphonique

Cette recherche a été menée en ligne, mais aussi par téléphone pour nous permettre de faire le suivi de questions précises avec les résultats des vagues précédentes. Cette section compare les résultats du sondage téléphonique mené auprès de n = 1 003 Canadiens à ceux des sondages téléphoniques précédents de Finances Canada, le cas échéant.

L'état actuel de l'économie canadienne

Trois Canadiens sur dix perçoivent maintenant de façon négative l'état actuel de l'économie, une augmentation importante depuis 2020.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du bien-être économique actuel. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Invités à évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, trois répondants sur dix le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), un peu plus d'une personne sur trois se montre neutre (notes de 5 ou 6) et trois personnes sur dix sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4). Les perceptions de l'économie étaient nettement plus négatives en mars 2022 qu'elles ne l'étaient toute autre année depuis 2016. Ces résultats correspondent de près à ceux observés dans le cadre de la phase qualitative, qui laissaient aussi entendre que plusieurs personnes sont insatisfaites de l'état actuel dans lequel se trouve l'économie canadienne.

État actuel de l'économie

Date	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)
Mars 2022	30 %	36 %	30 %
Janvier 2020	45 %	32 %	19 %
Février 2019	43 %	37 %	18 %
Janvier 2018	48 %	38 %	13 %
Septembre 2017	48 %	36 %	15 %
Octobre 2016	37 %	41 %	20 %
Février 2016	23 %	46 %	31 %
Février 2015	40 %	43 %	17 %
Janvier 2014	46 %	41 %	12 %
Janvier 2013	52 %	38 %	10 %
Février 2012	47 %	40 %	12 %
Février 2011	47 %	41 %	11 %
Février 2010	34 %	48 %	17 %
Novembre 2009	36 %	47 %	17 %

Q1a Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. L'état actuel de l'économie canadienne

Les économies provinciales

Les résidents de la Colombie-Britannique et du Québec demeurent les plus positifs quant à l'état de l'économie de leur province, tandis que ceux des provinces de l'Atlantique sont maintenant les plus négatifs à ce sujet.

Le nombre de Canadiens qui estiment que l'économie de leur province se porte bien a généralement diminué depuis janvier 2020, à quelques exceptions près. Dans la présente vague, un peu moins de quatre résidents du Québec et de la Colombie-Britannique sur dix estiment que leur économie se porte bien (37 % de la population de chaque province lui attribuant une note de 7 ou plus, des résultats en baisse depuis 2020); l'Ontario suit de près, avec 31 % des répondants. Les Albertains se montrent quant à eux plus positifs qu'en 2020 (22 %, comparativement à 9 %), l'opinion des Manitobains demeure statistiquement inchangée (30 %) et les résidents des autres régions sont généralement plus pessimistes qu'auparavant.

Comparaison des économies provinciales

% de notes positives (7 à 10)

Date	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Mars 2022	37 %	22 %	21 %	30 %	31 %	37 %	14 %
Janvier 2020	53 %	9 %	29 %	28 %	35 %	55 %	20 %
Février 2019	46 %	12 %	24 %	34 %	36 %	48 %	21 %
Janvier 2018	55 %	25 %	34 %	38 %	39 %	41 %	17 %
Septembre 2017	47 %	18 %	35 %		36 %	40 %	20 %
Octobre 2016	53 %	12 %	39 %	28 %	31 %	31 %	16 %
Février 2016	46 %	10 %	42 %	47 %	26 %	18 %	9 %
Juin 2015	48 %	38 %	72 %	31 %	33 %	23 %	17 %
Février 2015	49 %	36 %	63 %	29 %	33 %	18 %	19 %
Janvier 2014	40 %	79 %	85 %	43 %	33 %	24 %	25 %
Octobre 2013	50 %	79 %	78 %	44 %	36 %	26 %	29 %
Août 2013	43 %	79 %	85 %	39 %	34 %	30 %	22 %
Mai 2013	37 %	76 %	77 %	40 %	32 %	33 %	21 %
Minimum	37 %	9 %	21 %	28 %	26 %	18 %	9 %
Maximum	55 %	79 %	85 %	47 %	39 %	55 %	29 %
Moyenne	46 %	38 %	53 %	36 %	33 %	33 %	19 %

Q1b Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. ?

Évaluation de la situation financière personnelle des Canadiens

Le pourcentage de Canadiens qui qualifient leur propre situation financière de bonne demeure stable.

Malgré le pessimisme accru quant à l'économie en général, les Canadiens évaluent leur situation financière personnelle de façon comparable aux années passées : un peu plus de la moitié des répondants l'évalue de façon positive (notes de 7 à 10), une personne sur quatre affirme être neutre à cet égard (notes de 5 ou 6) et environ deux personnes sur dix disent que leur situation est mauvaise (notes de 1 à 4).

Évaluation de la situation financière personnelle

Date	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Incertains
Mars 2022	54 %	24 %	19 %	2 %
Janvier 2020	54 %	25 %	18 %	3 %
Février 2019	53 %	27 %	17 %	3 %
Janvier 2018	53 %	27 %	17 %	3 %
Septembre 2017	51 %	30 %	16 %	3 %
Octobre 2016	51 %	30 %	18 %	1 %
Février 2016	53 %	29 %	18 %	—

Q1c Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Comparaison entre la génération actuelle et celle des parents au même âge

La plupart des gens estiment que leur génération est plus avantagée que celle de leurs parents en ce qui a trait aux possibilités d'éducation et à la santé, mais près de la moitié pensent qu'elle est désavantagée lorsqu'il s'agit de sécurité financière.

Les Canadiens devaient indiquer pour plusieurs facteurs si leur génération est plus avantagée, plus désavantagée ou à peu près dans la même situation que la génération de leurs parents lorsque ceux-ci avaient leur âge; quatre de ces facteurs ont fait l'objet d'un suivi. Les résultats sont généralement comparables à ceux de 2020. Sept personnes sur dix affirment que leur génération est avantagée en ce qui concerne les possibilités d'éducation, et la moitié disent de même pour la santé (en baisse de 7 points par rapport à 2020). Comme en 2020, les Canadiens sont plus partagés au sujet des perspectives d'emploi (40 % disent que leur génération est plus avantagée, 33 % disent que leur situation est pire), tandis qu'un peu moins de la moitié des gens disent que leur sécurité financière est pire que celle de leurs parents.

Comparaison entre la génération actuelle et celle des parents au même âge

Facteurs	Plus avantagée		À peu près dans la même situation		Plus désavantagée	
	2022	2020	2022	2020	2022	2020
Possibilités d'éducation	70 %	68 %	14 %	15 %	14 %	14 %
Santé	51 %	58 %	24 %	22 %	22 %	18 %
Perspectives d'emploi	40 %	36 %	22 %	20 %	33 %	38 %
Sécurité financière	31 %	33 %	19 %	22 %	47 %	42 %

Q6 Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en matière de...

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

Une forte majorité de répondants estiment que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts et que les grandes sociétés et les membres du 1 % les plus riches devraient en payer davantage.

Les Canadiens devaient indiquer si, à leur avis, les membres de certains groupes paient actuellement un montant approprié en taxes et en impôts ou s'ils devraient en payer plus ou moins. Environ sept répondants sur dix jugent que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts, et un peu plus de la moitié sont de cet avis à propos des petites entreprises. En ce qui concerne la classe moyenne, les Canadiens sont plus divisés; un peu moins de la moitié des gens estiment que les membres de ce groupe devraient payer moins d'impôts, tandis qu'un pourcentage statistiquement comparable de répondants sont d'avis qu'ils paient actuellement un montant approprié. En revanche, une forte majorité de répondants estiment que les grandes sociétés (76 %) et les membres du 1 % les plus riches (71 %) devraient payer davantage de taxes et d'impôts. Tous ces résultats concordent avec ceux obtenus en 2020.

Groupes fiscaux	Devraient payer moins		Paient actuellement un montant approprié		Devraient payer plus	
	2022	2020	2022	2020	2022	2020
Les personnes à faible revenu	68 %	69 %	25 %	24 %	2 %	3 %
Les petites entreprises	53 %	52 %	36 %	37 %	3 %	4 %
La classe moyenne	46 %	48 %	44 %	45 %	5 %	4 %
Les membres du 1 % le plus riche	5 %	6 %	16 %	18 %	71 %	71 %
Les grandes sociétés	4 %	3 %	16 %	15 %	76 %	75 %

Q7 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?

Accessibilité des logements

Une forte majorité de Canadiens s'entendent toujours pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours et que le gouvernement devrait s'attaquer au problème des logements abordables.

Les répondants se sont vu présenter une série d'énoncés sur l'accessibilité du logement, puis devaient indiquer leur niveau d'accord avec chacun d'eux (certains énoncés concernaient seulement les propriétaires, d'autres seulement les locataires). Comme dans les vagues précédentes, le logement continue de représenter un enjeu qui tient à cœur aux Canadiens.

Un peu plus de huit personnes sur dix sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel, en hausse par rapport aux sept personnes sur dix qui étaient de cet avis en 2020, tandis que sept personnes sur dix sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Un peu moins de six propriétaires sur dix sont en accord avec le fait que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage. Une minorité (20 %, en baisse par rapport aux 32 % de 2020) est en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui.

Plus de huit propriétaires sur dix (84 %; n = 727) disent qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires. Deux questions précises ont été posées aux locataires (n = 246); six d'entre eux sur dix sont d'accord pour dire qu'il est extrêmement important d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans le futur, et un peu moins de la moitié sont d'avis que leur loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Niveau d'accord (notes de 7 à 10) avec les énoncés sur l'accessibilité du logement

Énoncés	* propriétaires/** locataire	2022	2020	2019
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire* (n = 727)		84 %	80 %	76 %
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel		82 %	70 %	71 %
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada		69 %	68 %	65 %
Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage* (n = 727)		58 %	56 %	63 %
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir** (n = 246)		61 %	63 %	60 %
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage** (n = 246)		46 %	48 %	53 %
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire		20 %	32 %	36 %

Q9 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

G. Différences entre les modes de sondage

Il existe des différences notoires entre les réponses fournies à un sondage en ligne que le répondant remplit seul et celles fournies à un sondage téléphonique, avec un intervieweur posant les questions en direct. En général, les répondants se montrent plus emphatiques ou enthousiastes lorsqu'ils parlent à un intervieweur, en partie en raison du biais de désirabilité sociale, qui peut pousser certaines personnes à répondre (consciemment ou non) d'une façon qu'elles estiment être plus acceptable pour l'intervieweur. Le passage à une méthodologie en ligne entraîne souvent une baisse (généralement petite) des opinions très marquées (autrement dit, un moins grand nombre de personnes choisissent les options « très »), avec une transition correspondante vers les options modérées (« plutôt »).

Ci-dessous sont présentées des questions pour lesquelles les réponses données au sondage en ligne étaient statistiquement différentes de celles du sondage téléphonique. Dans la plupart des cas, la différence réside dans le degré de la réponse, et non dans l'opinion même. Dans cette section, les données **en gras** sont statistiquement plus élevées que le pourcentage correspondant dans l'autre mode de sondage.

Évaluation des mesures économiques

Au moment d'évaluer quatre mesures économiques sur une échelle de 10 points, les répondants au sondage téléphonique sont un peu plus susceptibles que ceux du sondage en ligne de donner une note positive à leur situation financière personnelle, à l'état de l'économie de leur province ou du Canada et au prix actuel des produits d'épicerie.

Q1 <i>Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.</i> <i>Le tableau indique les moyennes (échelle de 1 à 10)</i>	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
L'état actuel de votre situation financière personnelle	5,8	6,3
L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]	5,1	5,3
L'état actuel de l'économie canadienne	5,0	5,2
Le prix actuel des produits d'épicerie	3,5	3,9

Facteurs de stress financier pour les ménages canadiens

Les répondants au sondage téléphonique sont plus susceptibles que ceux du sondage en ligne d'indiquer qu'un certain nombre de facteurs constituent pour eux et leur ménage une source de stress majeure. Les différences les plus importantes entre les réponses concernent le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (une différence de 27 points de pourcentage), l'ampleur du déficit fédéral (23 points), les changements climatiques (19 points) et la qualité du système de santé (17 points).

Q2 Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. Le tableau indique le pourcentage de personnes trouvant qu'il s'agit d'une SOURCE MAJEURE DE STRESS	En ligne	Au téléphone
L'augmentation du coût de la vie (en ligne : n = 1 009; au téléphone : n = 506)	42 %	53 %
Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (en ligne : n = 1 011; au téléphone : n = 504)	18 %	45 %
La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite (en ligne : n = 1 001; au téléphone : n = 506)	23 %	33 %
La qualité du système de santé (en ligne : n = 1 008; au téléphone : n = 506)	20 %	37 %
Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite (en ligne : n = 1 006; au téléphone : n = 497)	23 %	31 %
L'ampleur du déficit fédéral (en ligne : n = 1 008; au téléphone : n = 503)	17 %	40 %
Les changements climatiques (en ligne : n = 1 005; au téléphone : n = 506)	17 %	36 %
Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (en ligne : n = 2 007; au téléphone : n = 1 003)	18 %	29 %
La qualité de l'environnement (en ligne : n = 1 002; au téléphone : n = 497)	15 %	28 %
L'économie mondiale (en ligne : n = 1 002; au téléphone : n = 506)	14 %	27 %
L'économie canadienne (en ligne : n = 1 005; au téléphone : n = 497)	15 %	25 %
La propagation de la COVID-19 au Canada (en ligne : n = 1 006; au téléphone : n = 499)	18 %	18 %
Votre santé et celle de votre famille (en ligne : n = 999; au téléphone : n = 497)	15 %	23 %
L'inégalité du revenu au Canada (en ligne : n = 996; au téléphone : n = 499)	12 %	25 %
Votre santé mentale et celle de votre famille (en ligne : n = 1 001; au téléphone : n = 504)	14 %	18 %
La criminalité (en ligne : n = 999; au téléphone : n = 506)	11 %	20 %
Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois (en ligne : n = 998; au téléphone : n = 497)	14 %	15 %
Le manque d'occasions d'avancement professionnel (en ligne : n = 1 000; au téléphone : n = 506)	12 %	17 %
Le terrorisme (en ligne : n = 1 008; au téléphone : n = 497)	11 %	15 %
La sécurité d'emploi (en ligne : n = 1 007; au téléphone : n = 497)	10 %	14 %
La performance du marché boursier (en ligne : n = 999; au téléphone : n = 500)	8 %	10 %

Facteurs de stress financier pour les parents canadiens

Les parents sondés par téléphone sont plus susceptibles que ceux interrogés en ligne d'indiquer que plusieurs enjeux concernant les enfants sont pour eux une source de stress majeure. La plus grande différence concerne la qualité de l'environnement lorsque leur enfant sera plus âgé (une différence de 29 points de pourcentage).

Q2 Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. <i>Le tableau indique le pourcentage de personnes trouvant qu'il s'agit d'une SOURCE MAJEURE DE STRESS</i>	En ligne (n = 486)	Au téléphone (n = 215)
La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé	19 %	48 %
La capacité de payer les études de votre enfant	18 %	25 %
Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études	16 %	24 %
La recherche d'une place de garde d'enfants abordable	15 %	18 %

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Les répondants aux sondages téléphonique et en ligne donnent généralement des réponses semblables en ce qui concerne l'importance d'enjeux précis dans les décisions budgétaires du gouvernement. Ceux ayant répondu au sondage téléphonique sont toutefois un peu plus susceptibles de juger qu'il est important de s'attaquer aux problèmes de santé mentale, tandis que ceux du sondage en ligne sont plus susceptibles de privilégier le fait de rendre les communautés plus sécuritaires et de fournir de l'aide aux personnes touchées par la pandémie de COVID-19.

Q3 Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? <i>Le tableau indique les moyennes (échelle de 1 à 10)</i>	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
Rendre le coût de la vie plus abordable	8,4	8,2
Maîtriser l'inflation	8,2	8,4
Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part	8,1	8,0
Rendre le logement plus abordable	8,0	8,2
S'attaquer aux problèmes de santé mentale	7,7	8,0
Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi	7,5	7,6
Rendre les communautés plus sécuritaires	7,6	7,2
Lutter contre les changements climatiques	7,3	7,2
Fournir de l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19	7,3	7,0

Incidence des décisions du gouvernement sur l'économie

La majorité des Canadiens interrogés, et ce, dans les deux méthodes de sondage, croient que les actions du gouvernement fédéral ont une influence importante sur l'économie du pays; ceux ayant répondu au sondage téléphonique sont toutefois moins enclins à être de cet avis, et plus nombreux à indiquer que l'économie dépend principalement de la situation mondiale. De plus, un répondant au sondage téléphonique sur dix estime que les deux énoncés sont tout aussi vrais; ce choix de réponse n'était pas offert aux répondants du sondage en ligne.

Q5 Lequel de ces points de vue se rapproche le plus du vôtre?	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
Les décisions et actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne	72 %	58 %
L'économie dépend principalement de la situation mondiale et que notre gouvernement n'a que peu d'influence à cet égard	18 %	28 %
Les deux de façon égale/cela dépend	s. o.	9 %
Incertains	11 %	4 %

Comparaison entre la génération actuelle et celle des parents au même âge

Les Canadiens interrogés par téléphone sont plus susceptibles que ceux interrogés en ligne d'indiquer, pour les sept facteurs, que leur génération est plus avantagée que celle de leurs parents au même âge. Les plus grandes différences concernent les possibilités d'éducation (une différence de 23 points de pourcentage), la santé (15 points) et la santé mentale (12 points).

Les pourcentages de répondants qui trouvent que leur génération est désavantagée sont généralement semblables dans les deux modes de sondage; font toutefois exception la santé (31 % pour le sondage en ligne et 22 % pour le sondage téléphonique) et les possibilités d'éducation (22 % en ligne, 14 % au téléphone).

<p>Q6 <i>Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en matière de...</i></p> <p><i>Le tableau indique le pourcentage de personnes trouvant que leur génération est AVANTAGÉE</i></p>	<p>En ligne (n = 2 007)</p>	<p>Au téléphone (n = 1 003)</p>
Possibilités d'éducation	47 %	70 %
Santé	36 %	51 %
Perspectives d'emploi	31 %	40 %
Sécurité financière	24 %	31 %
Santé mentale	20 %	32 %
Logement	16 %	22 %
Qualité de l'environnement	14 %	19 %

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

Dans les deux modes de sondage, des tendances semblables se dégagent dans les réponses données quant à savoir si chacun des sept groupes présentés paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou s'il devrait en payer plus ou moins. Statistiquement, les personnes interrogées au téléphone sont légèrement plus susceptibles que celles interrogées en ligne de juger que les grandes sociétés (76 % contre 70 %), les institutions financières (68 % contre 59 %) et les sociétés numériques (64 % contre 58 %) devraient payer plus d'impôts. Cependant, elles sont aussi beaucoup plus susceptibles que les répondants au sondage en ligne de dire que les petites entreprises devraient payer moins d'impôts (différence de 21 points de pourcentage). La différence dans les réponses selon lesquelles la classe moyenne devrait payer moins d'impôts est aussi importante (10 points).

Q7 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?	Devraient payer plus de taxes		Devraient payer moins de taxes	
	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
Les grandes sociétés	70 %	76 %	5 %	4 %
Les membres du 1 % le plus riche	69 %	71 %	6 %	5 %
Les institutions financières	59 %	68 %	5 %	4 %
Les sociétés numériques	58 %	64 %	5 %	4 %
La classe moyenne	6 %	5 %	36 %	46 %
Les petites entreprises	6 %	3 %	32 %	53 %
Les personnes à faible revenu	5 %	2 %	60 %	68 %

Accessibilité des logements

On observe des tendances semblables entre les deux modes de sondage dans le niveau d'accord des Canadiens avec un certain nombre d'énoncés concernant l'accès à la propriété. Les personnes interrogées au téléphone sont un peu plus susceptibles d'être d'accord pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, qu'il était extrêmement important pour elles d'être propriétaires (question posée aux propriétaires), que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu de leur revenu actuel (question posée aux propriétaires) et qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir (question posée aux locataires). Un énoncé suscite en revanche davantage l'accord des personnes interrogées en ligne, soit celui selon lequel il serait facile pour ceux qui chercheraient à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Q9 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci. Le tableau indique les moyennes (échelle de 1 à 10)	En ligne	Au téléphone
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel	8,2	8,5
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire ÉCHANTILLON : Propriétaires (en ligne : n = 1 225, au téléphone : n = 727)	7,9	8,6
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada	7,7	7,7
Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Propriétaires (en ligne : n = 1 225, au téléphone : n = 727)	6,5	6,9
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir ÉCHANTILLON : Locataires (en ligne : n = 656, au téléphone : n = 246)	6,0	7,1
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Locataires (en ligne : n = 656, au téléphone : n = 246)	5,6	6,0
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire	4,5	3,9

Les priorités du gouvernement fédéral en matière de politiques d'accès à la propriété

Les répondants aux deux modes de sondage ont fourni des réponses généralement semblables lorsqu'ils se sont vu présenter une série de 13 politiques liées au logement, puis devaient indiquer dans quelle mesure chacune de ces politiques devrait constituer une priorité pour le gouvernement fédéral; les différences résident dans le degré des réponses et non dans leur nature. Les répondants au sondage en ligne sont un peu plus susceptibles de favoriser les cinq politiques suivantes : collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements, mettre en place des mesures de contrôle des loyers à l'échelon national, imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat, interdire temporairement l'achat de propriétés résidentielles par des étrangers et augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs. Les répondants au sondage téléphonique sont quant à eux plus susceptibles de préférer les quatre politiques suivantes : accroître l'accessibilité à des logements abordables, continuer d'offrir des incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété, accroître la transparence et exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables.

<i>Q10 Afin de répondre au problème d'accessibilité aux logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.</i>	En ligne	Au téléphone
Le tableau indique les moyennes (échelle de 1 à 10)		
Accroître l'accessibilité à des logements abordables	8,0	8,3
Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers	7,9	7,6
Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété	7,7	8,2
Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle	7,8	8,1
Rendre les paiements hypothécaires plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible	7,6	7,6
Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables	7,7	8,0
Faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds	7,5	7,7
Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements	7,5	7,3
Continuer d'investir dans les coopératives de logements	7,4	7,5
Mettre en place des mesures de contrôle des loyers à l'échelon national	7,5	6,9
Interdire temporairement l'achat de propriétés résidentielles par des étrangers afin de s'assurer que les logements ne restent pas vacants	7,5	6,9
Imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat	7,6	6,6
Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs	7,3	6,3

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Le niveau d'accord des Canadiens avec neuf énoncés sur l'approche du gouvernement fédéral en matière d'enjeux fiscaux suit des tendances semblables entre les deux modes. Les personnes interrogées au téléphone sont plus susceptibles d'être d'avis que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale. Celles interrogées en ligne, quant à elles, sont plus susceptibles de penser que le gouvernement devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit, de ne pas s'attendre à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie, de trouver que le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques et d'estimer qu'il était nécessaire pour le gouvernement fédéral d'accuser un important déficit budgétaire pendant la pandémie.

Q11 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord.	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
Le tableau indique les moyennes (échelle de 1 à 10)		
Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.	7,9	8,4
Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.	7,5	7,1
Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.	7,4	6,9
Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.	7,5	7,3
Maintenant que les mesures de soutien liées à la pandémie prennent fin, il est temps que le gouvernement fédéral limite ses dépenses.	7,4	7,6
Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.	7,4	7,3
Pendant la pandémie, il était nécessaire pour le gouvernement fédéral d'accuser un important déficit budgétaire.	7,1	6,7
Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.	7,3	6,9
Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.	7,1	7,3

Incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi et le revenu

Les Canadiens interrogés par téléphone sont plus susceptibles que ceux qui ont répondu au sondage en ligne d'indiquer que leur emploi et leurs revenus ont été touchés par la pandémie de quatre façons précises : ils ont dû s'adapter au télétravail, y compris au travail à domicile (différence de 8 points de pourcentage), leurs heures de travail ou leur salaire ont été réduits (6 points), ils ont temporairement perdu leur emploi (7 points) ou ont reçu un diagnostic de COVID-19 les empêchant de travailler (5 points). Les répondants au sondage en ligne sont quant à eux plus susceptibles de n'avoir subi aucune de ces conséquences (différence de 11 points).

Incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi et le revenu

Q13 <i>Lesquelles des conséquences suivantes la pandémie de COVID-19 a-t-elle entraînée sur votre emploi et votre revenu, le cas échéant?</i>	En ligne (n = 2 007)	Au téléphone (n = 1 003)
Vous avez dû vous adapter au télétravail, y compris au travail à domicile	28 %	36 %
Vos heures de travail ou votre salaire ont été réduits	22 %	28 %
Vous avez temporairement perdu votre emploi	12 %	19 %
Vous avez reçu un diagnostic de COVID-19 et vous êtes ou avez été incapable de travailler	10 %	14 %
Vous avez définitivement perdu votre emploi	9 %	8 %
Aucune de ces réponses	54 %	43 %

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Environics Research a mené, en février 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiens quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus spécifiquement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que l'inflation, le logement, le déficit et les priorités pour le prochain budget fédéral.

Composition des groupes

Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom et deux séances ont été organisées dans chacune des régions suivantes : l'Ontario (le 7 février), la région de l'Atlantique (le 8 février), les Prairies (le 9 février), la Colombie-Britannique (le 10 février) et le Québec (le 15 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Lundi 7 février	17 h HNE – groupe 1 19 h HNE – groupe 2
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Mardi 8 février	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Mercredi 9 février	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 5 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 6
C.-B./territoires (anglais)	Jeudi 10 février	19 h HNE (16 h HNP) – groupe 7 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 8
Québec (français)	Mardi 15 février	17 h HNE – groupe 9 19 h HNE – groupe 10

REMARQUE : Les participants des groupes 1, 3, 5, 7 et 9 étaient à faible revenu. Les participants des groupes 2, 4, 6, 8 et 10 gagnaient un revenu plus élevé.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient entre six et huit participants (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence. Chaque soir, une séance a été organisée auprès de Canadiens à faible revenu et une autre a été menée auprès de personnes à revenu plus élevé.

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le déployer. Le recrutement a été effectué par le partenaire d'Environics, Trend Research, une entreprise de recrutement d'études qualitatives bien établie et parmi les plus respectées au pays. Toutes les activités de recrutement ont été menées au téléphone et par courriel par l'équipe professionnelle de recruteurs qualifiés et expérimentés de Trend. Trend gère un panel de participants potentiels à des études qualitatives partout au Canada. Le panel est composé de personnes qui ont pris part à des sondages quantitatifs et qui ont accepté que l'on communique de nouveau avec elles pour prendre part à des études qualitatives rémunérées,

ainsi que de personnes recrutées au moyen de publicités sur les médias sociaux. Les participants ont été joints aléatoirement par téléphone ou par courriel, puis ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de sexes, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes, mais aussi en tenant compte de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances. Ils sont présentés ci-dessous.

- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les séances en anglais.
- France Mercier, associée principale, a animé les deux séances en français.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Limites

L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

Contexte et objectifs de la recherche

Finances Canada a mis en lumière la nécessité de mener une étude qualitative et quantitative ayant pour but d'explorer de façon plus approfondie les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et au rôle du gouvernement du Canada dans l'économie et relativement à d'autres enjeux liés à la qualité de vie au pays.

Utilisation de la recherche : L'évaluation et l'analyse de l'opinion des Canadiens permettent au gouvernement du Canada de mieux comprendre d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Méthodologie

Environics a mené un sondage au moyen d'une approche mixte afin de faciliter la transition de l'étude vers une méthodologie en ligne :

- La principale méthodologie utilisée pour l'échantillon de la population générale était un sondage en ligne mené du 23 février au 14 mars 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.*
- Un sondage téléphonique à échantillon aléatoire a été mené du 19 février au 18 mars 2022 auprès de 1 003 adultes résidant au Canada en utilisant les techniques usuelles de composition aléatoire. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur varient en fonction de nombreux facteurs : elles sont plus importantes en ce qui concerne les sous-groupes de la population et les questions pour lesquelles 50 % des personnes sondées répondent d'une façon et 50 %, d'une autre façon. Elles diminuent habituellement lorsque le pourcentage obtenu pour une réponse donnée approche 0 ou 100. Les répondants ont été informés de leurs droits en matière de protection de leurs renseignements personnels et de leur anonymat.

Conception du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par des représentants d'Environics et de Finances Canada; des questions de suivi provenant de précédents sondages de nature économique y ont été incluses, lorsqu'approprié. La version française du questionnaire définitif est incluse à l'annexe E du présent document. Les personnes sondées en ligne ont mis 15 minutes en moyenne pour y répondre, tandis que le sondage téléphonique durait en moyenne 17 minutes.

Conception et pondération de l'échantillon

Les sondages en ligne et par téléphone ont ciblé les Canadiens adultes (âgés de 18 ans ou plus). Les personnes qui ont répondu à la version téléphonique ont été sélectionnées à l'aide de la technique « de l'anniversaire le plus récent », largement considérée comme la norme dans l'industrie. Notons que les personnes utilisant un téléphone cellulaire ont été incluses, et que les ménages utilisant uniquement le cellulaire ont été identifiés.

Les échantillons pour les deux modes ont été stratifiés par région afin de permettre une représentation adéquate des zones moins habitées. Les données du sondage ont été pondérées en fonction de la population adulte nationale (par région, âge et sexe).

Mode	Total	C.-B./ Yn	Alb./T.N. -O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
En ligne								
N ^{bre} d'entrevues achevées	2 007	303	203	100	101	600	500	200
% d'entrevues achevées	100 %	15 %	10 %	5 %	5 %	30 %	25 %	100 %
Au téléphone								
N ^{bre} d'entrevues achevées	1 003	150	100	50	50	302	250	101
% d'entrevues achevées	100 %	15 %	10 %	5 %	5 %	30 %	25 %	10 %

Test préliminaire

Un pré-lancement du sondage en ligne a été effectué le 23 février 2022; un total de 32 sondages ont été examinés (22 en anglais et 10 en français). Aucun changement ne s'est avéré nécessaire à la suite de cet examen et le travail sur le terrain a pu commencer. Les sondages menés dans le cadre du test préliminaire ont été conservés dans les données.

Un test préliminaire de 22 entrevues téléphoniques (11 en anglais et 11 en français) a été effectué le 21 février. Les enregistrements de ces entrevues ont été examinés par le personnel d'Environics et de Finances Canada. Aucun changement n'a été apporté et le travail sur le terrain a été autorisé. Les entrevues menées dans le cadre du test préliminaire ont été conservées dans les données.

Travail sur le terrain et contrôle de la qualité

Les sondages dans les deux modes ont été menés par Elemental Data Collection Inc. (EDCI). Les locaux d'EDCI servant aux entrevues facilitent la supervision constante des intervieweurs et la surveillance discrète des appels; entre 10 et 30 % de l'ensemble des entrevues ont ainsi été surveillés à des fins de contrôle de la qualité. Tous les répondants ont eu la possibilité de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, de même qu'avec les lois fédérales applicables (*Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, ou LPRPE).

Des analystes de données ont programmé le questionnaire dans la plateforme de sondage à deux modes (système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur et plateforme en ligne) avant de le soumettre à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a

permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base des sondages. Le système d'entrevue a pris en charge les invitations, la composition des numéros, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides). Ce système assure également que les rappels sont effectués de manière opportune. Aucun numéro n'est composé deux fois au cours d'une même période de deux heures. Les rappels sont effectués lors de différentes journées de la semaine, et à différents moments de chaque journée (p. ex., le matin, l'après-midi). Cela permet d'assurer que les rendez-vous prévus sont respectés, ce qui maximise le taux de réponse et la représentativité de l'échantillon. Jusqu'à huit rappels ont ainsi été tentés afin de joindre chacune des personnes faisant partie de l'échantillon.

Taux de réponse

Les taux de réponse pour les sondages en ligne et au téléphone sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Répartition des communications – sondage en ligne

Répartition	N
Nombre total d'unités échantillonnées invitées à participer	20 000
Envois invalides (messages non délivrés)	–
Messages délivrés	20 000
NUMÉROS NON RÉSOLUS (U)	17 471
Messages demeurés sans réponse	17 471
ADMISSIBLES SANS RÉPONSE (IS)	162
Répondants admissibles, mais qui ont abandonné	162
ADMISSIBLES AVEC RÉPONSE (R)	2 367
Répondants non admissibles	4
Quotas atteints	356
Sondages achevés	2 007
Taux de contact $[(R + IS) / (U + IS + R)]$	13 %
Taux de participation $[R / (U + IS + R)]$	12 %

Répartition des communications – sondage téléphonique

Répartition	Téléphone fixe	Téléphone cellulaire
Échantillon total joint	13 130	34 295
NUMÉROS NON RÉSOLUS (U)	7 248	10 626
Aucune réponse	7 248	10 626
ADMISSIBLES SANS RÉPONSE (IS)	2 050	2 426
Refus	1 560	1 937
Barrière linguistique	74	71
Incapacité à répondre (p. ex., personnes malades)	44	9
Rappels manqués/répondants non disponibles	255	314
Interruptions (entrevues non achevées)	74	71
ADMISSIBLES AVEC RÉPONSE (R)	646	448
Répondants non admissibles	0	35
Quotas atteints	25	31
Sondages achevés	621	382
TAUX DE RÉPONSE [R/(U + IS + R)]	6,50 %	3,32 %

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final, comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). Comme c'est le cas pour la plupart des sondages téléphoniques, le pourcentage des personnes âgées de 55 ans et plus qui ont été sondées est supérieur à celui observé dans la population générale; cet écart a été corrigé par une pondération de l'âge. L'échantillon final sous-représente également quelque peu les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est aussi une caractéristique courante des sondages téléphoniques menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus âgées et plus éduquées sont plus susceptibles de répondre à ce type de sondage).

Profil de l'échantillon

Type d'échantillon	Échantillon en ligne*	Échantillon téléphonique*	Canada (recensement de 2016)
	%	%	%
Sexe (18 ans et plus)			
Hommes	50	49	49
Femmes	50	50	51
Âge			
De 18 à 34 ans	27	11	27
De 35 à 54 ans	35	29	34
55 ans et plus	38	61	39
Niveau de scolarité^α			
Diplôme d'études secondaires ou moins	26	26	35
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	38	39	36
Diplôme universitaire	37	35	29

* Les données ne sont pas pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

^α Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier.
Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C : Guide de discussion

8 février 2022

Environics Research
Séances de discussion en groupe sur l'économie canadienne
Finances Canada – Guide de discussion
PN11366

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bonjour à tous, je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. C'est moi qui l'animerai. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de personnes d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada. La séance durera au plus 90 minutes.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participants. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera transmis à aucun tiers. ANIMATEUR, LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

De plus, quelques observateurs de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada assisteront à la séance et prendront des notes tout en gardant leur micro fermé. J'aimerais également vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

Nous échangerons principalement par vidéo, mais je vous partagerai également mon écran pour vous montrer certaines choses. Nous utiliserons aussi la fonction de clavardage (« Chat ») de temps à autre, lorsque je vous demanderai de réagir par écrit. Je vais taper « Allô » dans la fenêtre de clavardage; pouvez-vous tous le voir? Veuillez répondre « Allô » à « Tout le monde » (« Everyone ») afin que l'on puisse s'assurer que tout fonctionne correctement pour tous les participants.

Si vous avez l'impression de ne pas avoir eu l'occasion de vous exprimer au cours de la séance, n'hésitez pas à ajouter vos commentaires par écrit à l'aide de la fonction de clavardage. Faites part de vos commentaires à tout le monde, à moins que vous ne sentiez le besoin de m'envoyer un message privé.

Avant de commencer, j'aimerais également dire que si vous croyez qu'il peut y avoir du bruit de votre côté (p. ex., des enfants, un chien qui aboie, etc.), veuillez appuyer sur le bouton « Sourdine » (« Mute »). Réactivez le son lorsque vous désirez intervenir. Vous recevrez la rémunération en argent promise par virement électronique au cours des 1 ou 2 prochaines semaines.

Faisons un tour de table virtuel pour que chaque personne se présente. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous en nous indiquant, par exemple, d'où vous appelez, le type d'emploi que vous occupez ou les études que vous faites, ainsi que la composition de votre ménage (famille, animaux de compagnie, etc.)

2. L'économie canadienne (15 minutes)

Nous parlerons plus précisément des enjeux économiques et de l'état de l'économie canadienne. Je vais saisir une question dans la fenêtre de clavardage : « Quel mot utiliseriez-vous pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne? »

En d'autres termes, si une personne d'un autre pays vous demandait comment se porte actuellement l'économie du Canada, que lui répondriez-vous?

Pourquoi avez-vous choisi ce mot?

Quels sont les enjeux économiques précis qui vous préoccupent le plus pour la façon dont ils vous touchent personnellement?

EXPLORER : L'abordabilité et le coût de la vie? Le coût du logement? La pénurie de main-d'œuvre? Le chômage? La dette et le déficit? Les pénuries et les problèmes sur la chaîne d'approvisionnement?

À votre avis, comment l'économie se portera-t-elle dans la prochaine année? Croyez-vous qu'elle s'améliorera, qu'elle empirera ou qu'elle restera dans le même état? Pourquoi? Pourquoi pas?

Comment saurez-vous si la situation s'améliore ou empire? Quels sont les signes? (P. ex., taux de croissance, taux de chômage, taux d'inflation, expériences personnelles, etc.)

3. Incidence de la pandémie et économie post-COVID-19 (10 minutes)

Discutons de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. De quelle façon la pandémie vous a-t-elle touchés personnellement sur le plan financier, le cas échéant? Par « financier », je veux dire vos rentrées et sorties de fonds, votre emploi, votre capacité à joindre les deux bouts, etc.

En ressentez-vous encore les effets maintenant ou était-ce plutôt au début de la pandémie?

Avez-vous utilisé, vous ou un membre de votre ménage, l'une des mesures de soutien offertes par le gouvernement fédéral pendant la pandémie, comme la Prestation canadienne de la relance économique?

SI OUI : Que pensez-vous de ces programmes de soutien?

Selon vous, quelle incidence la pandémie de COVID-19 a-t-elle eue sur l'économie canadienne dans son ensemble?

Quelles en seront les répercussions à long terme, le cas échéant?

EXPLORER : Des changements permanents dans notre façon de magasiner? Le déficit? Des prix plus élevés?

Lorsque la pandémie sera réellement chose du passé, à quoi ressemblera une « économie post-COVID-19 »? L'économie reviendra-t-elle à ce qu'elle était avant la pandémie ou sera-t-elle différente?

SI DIFFÉRENTE : De quelle façon?

4. Préoccupations liées à l'inflation (15 minutes)

Nous avons parlé plus tôt du coût de la vie et de la hausse des prix, que nous appelons « inflation ». Avez-vous des exemples de choses que vous ne pouvez plus vous permettre aussi facilement dans votre propre quotidien?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Nourriture, essence, logement?

Si vous trouvez certaines choses moins abordables ces jours-ci, comment gérez-vous la situation?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Vous vous endettez? Vous vous passez de certaines choses? Vous repoussez des décisions d'achat?

À votre avis, qu'est-ce qui entraîne cette hausse des prix?

Cette inflation est-elle un problème typiquement canadien ou la retrouve-t-on à l'échelle mondiale?

Le gouvernement fédéral peut-il faire quelque chose au sujet de l'inflation? Si oui, quoi?

Certains disent que la Banque du Canada doit augmenter les taux d'intérêt pour tenter de ralentir l'augmentation du taux d'inflation. Quelle incidence une hausse des taux d'intérêt aurait-elle sur vous?

EXPLORER : Si vous avez actuellement des dettes ou un prêt hypothécaire et que vous êtes à l'aise d'en parler, comment une hausse du taux d'intérêt pourrait-elle vous toucher? Cela change-t-il votre perception de la nécessité d'augmenter les taux pour contrer l'inflation?

5. Logement (15 minutes)

Parlons plus précisément du logement. Dans la fenêtre de clavardage, veuillez indiquer votre principale inquiétude en matière de logement.

Pouvez-vous tous expliquer pourquoi il s'agit de votre principale préoccupation en matière de logement? Dites-moi aussi en quoi les problèmes de logement vous touchent.

(Êtes-vous propriétaire ou locataire?

Envisagez-vous d'acheter ou de déménager prochainement?) Avez-vous l'impression que les logements dans la région où vous habitez sont inabornables et que vous ne pourriez vous permettre d'y emménager, que ce soit pour la location ou l'achat d'une maison?

Avez-vous entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de régler les problèmes de logement? Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

Je vais partager mon écran et vous montrer une liste de mesures que le gouvernement fédéral a annoncées en matière de logement.

Parmi ces douze mesures, choisissez-en deux qui seraient à votre avis les plus efficaces.

Aviez-vous déjà entendu parler de l'une ou l'autre de ces mesures?

Pour chaque mesure, ceux d'entre vous qui l'ont choisie comme l'une des plus efficaces peuvent expliquer les raisons de leur choix.

Y a-t-il un élément de cette liste qui, selon vous, est une mauvaise idée ou qui ne serait pas du tout efficace?

1. *Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible*
2. *Accroître l'accessibilité à des logements abordables*
3. *Continuer d'investir dans les logements communautaires*
4. *Continuer d'offrir des incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété (p. ex., l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un compte d'épargne pour l'achat d'une première propriété, la location avec option d'achat)*
5. *Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu*
6. *Interdire aux étrangers d'acheter des propriétés résidentielles qui resteront vacantes*
7. *Imposer une « taxe anti-flip immobilier » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat*
8. *Interdire les « rénovictions »*
9. *Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle*
10. *Aider les municipalités à accélérer le processus de construction de nouvelles maisons*
11. *Imposer une taxe sur les logements vacants ou sous-utilisés appartenant à des personnes non résidentes et non canadiennes*
12. *Imposer une taxe aux fiducies de placement immobilier (FPI) et aux autres importantes sociétés propriétaires de logements*

Cet ensemble de politiques semble-t-il globalement une bonne approche en matière de logement? Pensez-vous que d'autres mesures devraient être prises?

EXPLORER LA MESURE 6 SI LE TEMPS LE PERMET (« Interdire aux étrangers... »). Combien de temps cette interdiction pour les non-résidents d'acheter des propriétés résidentielles devrait-elle être en place? Pourquoi?

L'interdiction est en vigueur pendant deux ans. Qu'en pensez-vous?

EXPLORER LA MESURE 11 SI LE TEMPS LE PERMET (« Imposer une taxe sur les logements vacants... »). La taxe correspondrait à 1 % de la valeur de la propriété. Qu'en pensez-vous?

6. Préoccupations liées au déficit (10 minutes)

Que savez-vous du déficit fédéral ou de la dette nationale?

Que pensez-vous du fait que le gouvernement fédéral affiche un déficit? S'agit-il d'une préoccupation importante?

Est-ce une conséquence inévitable des coûts engendrés par la pandémie?

Vous attendez-vous à ce que les déficits demeurent importants pendant encore longtemps, ou pensez-vous qu'ils finiront par diminuer?

Que devrait faire le gouvernement du Canada relativement au déficit, s'il y a lieu?

Est-il acceptable d'afficher des déficits modestes si le ratio de la dette par rapport à l'économie continue de diminuer au fil du temps?

EXPLORER : Prendre des mesures radicales pour réduire les dépenses et équilibrer le budget le plus rapidement possible? Adopter une approche à plus long terme? Quel échéancier serait raisonnable?

Certains disent que le gouvernement fédéral doit fournir aux provinces un financement à long terme plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit. Qu'en pensez-vous?

7. Priorités budgétaires (10 minutes)

Comme vous le savez peut-être, chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir dans lequel il décrit les montants qu'il investira et fait certaines prévisions, notamment sur le déficit et l'orientation de l'économie.

Dans la fenêtre de clavardage, écrivez un conseil que vous donneriez à la ministre des Finances concernant le prochain budget. Autrement dit, quelle devrait être sa priorité?

Pourquoi?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des éléments suivants?

- Aider les petites entreprises à survivre à la pandémie
- Améliorer l'accès aux services de santé mentale
- Aider les gens à acheter une propriété
- Aider les jeunes touchés par la pandémie
- Protéger l'environnement et lutter contre la crise climatique
- Appuyer les minorités (p. ex., la communauté LGBTQ2, les personnes noires, autochtones et racisées, les personnes handicapées)

8. Conclusion (5 minutes)

Nous avons abordé plusieurs sujets aujourd'hui, et je vous suis très reconnaissant d'avoir accepté de nous donner le temps et l'énergie nécessaires pour participer et partager votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe D : Questionnaire de recrutement

17 janvier 2022

Environics Research Group Ltée
Groupes de discussion sur l'économie canadienne – hiver 2022
Finances Canada
PN11366

Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom du répondant : _____

N° de tél. (domicile) : _____

N° de tél. (travail) : _____

N° de groupe : _____

Recruteur : _____

GROUPE 1 Ontario – Faible revenu Lundi 7 février 17 h HNE	GROUPE 2 Ontario – Revenu élevé Lundi 7 février 19 h HNE	GROUPE 3 Atlantique – Faible revenu Mardi 8 février 16 h HNE (17 h HNA)	GROUPE 4 Atlantique – Revenu élevé Mardi 8 février 18 h HNE (19 h HNA)
GROUPE 5 Prairies – Faible revenu Mercredi 9 février 18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR)	GROUPE 6 Prairies – Revenu élevé Mercredi 9 février 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR)	GROUPE 7 C.-B. – Faible revenu Jeudi 10 février 19 h HNE (16 h HNP)	GROUPE 8 C.-B. – Revenu élevé Jeudi 10 février 21 h HNE (18 h HNP)
GROUPE 9 Québec (français) – Faible revenu Mardi 15 février 17 h HNE	GROUPE 10 Québec (français) – Revenu élevé Mardi 15 février 19 h HNE		

Huit personnes recrutées par séance. Compensation financière : 100 \$. Attention aux seuils de revenu. Groupes 3 et 4 doivent couvrir les 4 provinces de l'Atlantique, et les groupes 5 et 6, les trois provinces des Prairies.

La catégorie « revenu élevé » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est supérieur à 80 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est supérieur à 100 000 \$. Au Canada Atlantique, un revenu annuel personnel supérieur à 60 000 \$ ou un revenu annuel du ménage supérieur à 80 000 \$ est un « revenu élevé ».

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Trend Research, un partenaire d'Environics Research. Nous menons auprès de gens de votre région une série de groupes de discussion en ligne, par vidéoconférence, pour le compte du gouvernement du Canada au sujet d'enjeux touchant l'économie du pays. Would you like to continue this discussion in English?/ Souhaitez-vous poursuivre cette conversation en français?

Cette étude est un projet de recherche qui n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire et anonyme, et votre décision d'y prendre part ou non n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement.

La discussion se déroulera par vidéoconférence à l'aide de la plateforme Zoom et sera menée par un chercheur professionnel d'Environics avec votre participation et celle d'autres personnes de votre région. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude, ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d'admissibilité? Cela prendra environ 5 minutes.

Oui 1 POURSUIVRE

Non 2 REMERCIER ET TERMINER

La séance durera au plus une heure et demie et vous recevrez un montant de 100 \$ pour vous remercier de votre participation.

La séance sera enregistrée aux fins de recherche. L'enregistrement ne sera utilisé que par le chercheur professionnel pour l'aider à rédiger son rapport des conclusions de la recherche et sera détruit une fois le rapport achevé. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement aux fins de recherche et seront gérées conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Vous pouvez consulter la politique de confidentialité d'Environics Research à l'adresse **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**

[NOTE À L'INTERVIEWEUR – LIRE CE QUI SUIT EN CAS DE QUESTIONS SUR LES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : « Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. »]

Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes, et a inscrit le sondage auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence [INSERT]).

REMARQUE : Si un participant demande des informations sur la société de recherche qui mène l'étude, lui dire : Environics Research est située au 33, rue Bloor Est, bureau 900, à Toronto, en Ontario, et peut être jointe au 416 920-9010.

Oui 1 POURSUIVRE

Non 2 THANK AND TERMINATE

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

Type	Non	Oui
Une société d'étude de marché, une firme de relations publiques ou de communication ou une agence de publicité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un média (radio, télévision, journal, magazine, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral ou provincial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un parti politique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SI OUI À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER**2. NOTER :**Homme 1 **RÉPARTITION 50/50**

Femme 2

3. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer et ont un revenu?Une (seulement moi) **POSER Q4**Deux **PASSER À Q5**Trois **PASSER À Q5**Quatre ou plus **PASSER À Q5****POSER SI SEULEMENT UNE PERSONNE AYANT UN REVENU DANS LE MÉNAGE :****4. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôts, pour l'année 2021?****LIRE**01 – Moins de 30 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ **GROUPES 1, 4, 5, 7, 9*** [REMARQUE : Seuil inférieur de faible revenu pour l'Atlantique.]04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**05 – 100 000 \$ à 150 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**06 – 150 000 \$ et plus **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER****POSER À TOUS LES MÉNAGES DE PLUSIEURS PERSONNES AYANT UN REVENU :**

5. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôts, de tous les membres de votre ménage pour l'année 2021? LIRE

01 – Moins de 30 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ **GROUPES 1, 4, 5, 7, 9*** [REMARQUE : Seuil inférieur de faible revenu pour l'Atlantique.]

05 – 100 000 \$ à 150 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

06 – 150 000 \$ et plus **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet

TERMINER

6. Nos discussions doivent réunir des participants de divers groupes d'âge. Pour nous permettre de le faire correctement, veuillez indiquer votre âge exact. _____ INSCRIRE. RECRUTER UN MÉLANGE

Moins de 18 ans	TERMINER
18 à 24 ans	1
25 à 34 ans	2
35 à 44 ans	3
45 à 54 ans	4
55 à 64 ans	5
65 à 74 ans	6
75 ans ou plus	TERMINER

7. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? RECRUTER UN MÉLANGE

Études secondaires en partie	1
Diplôme d'études secondaires	2
Certificat d'une école de métier	3
Études postsecondaires en partie	4
Diplôme d'études postsecondaires	5
Diplôme d'études supérieures	6

8. Quelle est votre situation d'emploi actuelle? [SUIVRE LES QUOTAS]

Travailleur(se) à temps plein (35 heures par semaine ou plus)	MINIMUM DE 4	POSER Q9 ET Q10
Travailleur(se) à temps partiel (moins de 35 heures par semaine)	MAXIMUM DE 2	POSER Q9 ET Q10
Personne au foyer	MAXIMUM DE 1	
Étudiant(e)	MAXIMUM DE 1	
Retraité(e)	MAXIMUM DE 2	
Sans emploi	MAXIMUM DE 1	

POSER Q9 ET Q10 AUX TRAVAILLEURS/TRAVAILLEUSES :**9. Êtes-vous employé(e) ou travailleur(se) autonome?**

Employé(e)	1
Travailleur(se) autonome	2

10. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi
Type d'entreprise

POSER SI MARIÉ(E)/EN UNION DE FAIT : QUEL EMPLOI OCCUPE VOTRE CONJOINT(E)?

Type d'emploi
Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À Q1.**POSER À TOUS****11. Quelle est votre origine ethnique?**

EN ONTARIO ET EN C.-B., RECRUTER AU MOINS TROIS PERSONNES PAR GROUPE QUI NE SONT PAS D'ORIGINE EUROPÉENNE OU SONT MEMBRES D'UNE MINORITÉ VISIBLE (P. EX., D'ORIGINE CHINOISE OU SUD-ASIATIQUE, MAIS AUSSI, POSSIBLEMENT, PERSONNE AUTOCHTONE OU AFRO-CANADIENNE). AUTRES RÉGIONS : AUCUN MINIMUM, MAIS RECRUTEMENT SOUHAITABLE.

12. Nous demandons aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Très à l'aise	1	MINIMUM DE 5 PAR GROUPE
Plutôt à l'aise	2	
Pas très à l'aise	3	TERMINER
Très mal à l'aise	4	TERMINER

- 13. Avez-vous déjà participé à une séance de discussion ou entrevue individuelle où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?**

Oui **1 MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**

Non **2 PASSER À Q17**

SI OUI, POSER :

- 14. À quand remonte la dernière fois où vous avez participé à une de ces discussions?**

[TERMINER SI MOINS DE 6 MOIS]

- 15. À combien de séances de discussion en groupe ou individuelles avez-vous participé au cours des 5 dernières années?**

[VEUILLEZ PRÉCISER]

SI PLUS DE 5 – TERMINER

- 16. Quels ont été les sujets abordés dans les séances de discussion ou entrevues individuelles auxquelles vous avez pris part au cours des 5 dernières années?**

[VEUILLEZ PRÉCISER]

TERMINER SI ÉCONOMIE OU FINANCE

POSER À TOUS

- 17. Les participants aux groupes de discussion devront joindre une vidéoconférence sur la plateforme Zoom à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion audiovisuelle d'une heure et demie tenue à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette?**

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

REMARQUE : CET EXERCICE NE POURRA ÊTRE RÉALISÉ À L'AIDE D'UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE

- 18. La séance de discussion se déroulera par l'entremise de la plateforme de conférence Zoom. Si vous n'avez pas déjà utilisé Zoom, vous devrez peut-être installer un logiciel à partir du site <https://zoom.us/download>. Vous pourrez le supprimer après la séance si vous le souhaitez. Dans quelle mesure êtes-vous habitué(e) et à l'aise d'utiliser la plateforme de vidéoconférence Zoom?**

Oui **1 POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

19. Lors des groupes de discussion, les participants sont parfois invités à saisir leurs réponses aux questions dans la fenêtre de clavardage. Le cas échéant, serez-vous capable de le faire? Si vous utilisez des lunettes ou un appareil auditif, n'oubliez pas de les avoir à portée de main.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

20. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par un animateur et à laquelle participeront d'autres personnes. La séance sera enregistrée et d'autres membres de l'équipe de recherche pourront l'observer, mais votre participation sera confidentielle. Si vous prenez part à la séance, vous recevez un montant de 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Il vous sera envoyé par voie électronique. Consentez-vous à faire partie du groupe de discussion? En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces procédures.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

21. Nous reprendrons contact avec vous avant la date de la séance pour confirmer votre participation. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

22. La séance durera environ une heure et demie (90 minutes), mais nous demandons à tous les participants de se connecter à la réunion en ligne (plateforme Zoom) 5 minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ 5 minutes avant l'heure prévue de la séance?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

Veillez confirmer votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à l'application de conférence en ligne Zoom.

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE.

(N. B. : Nous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

BIEN INDIQUER AUX PARTICIPANTS L'HEURE DE LA SÉANCE SELON LEUR FUSEAU HORAIRE.

VOIR LES HEURES ET DATES SUR LA PAGE 1.

INTERVIEWEURS : INFORMER LES RÉPONDANTS QUE LE GROUPE SERA PETIT, ET QUE LES PERSONNES QUI NE S'Y PRÉSENTERONT PAS OU QUI ANNULERONT LEUR PARTICIPATION À LA DERNIÈRE MINUTE METTRONT LE PROJET EN PÉRIL. S'ASSURER QU'ILS COMPRENNENT QUE LEUR OPINION EST TRÈS IMPORTANTE ET QUE NOUS TENONS À ENTENDRE CE QU'ILS ONT À DIRE.

REMARQUE : AVISER TOUS LES RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UN APPEL/COURRIEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI POUR UNE RAISON QUELCONQUE ILS N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES ILS DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'EST PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, IL DEVRAIT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.

Annexe E : Questionnaire du sondage

17 février 2022

**Finances Canada – Attitudes à l'égard de l'économie – Sondage en ligne (hiver 2022)
Environics Research – PN11366**

Please select your preferred language for completing the survey / Veuillez choisir la langue dans laquelle vous souhaitez répondre au sondage.

- 1 English
- 2 Français

Les renseignements recueillis au cours de la recherche se conforment aux dispositions de la **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**, aux lois du gouvernement du Canada et aux lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. **Remarque : lien vers Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**

Introduction

Environics Research, une société de recherche indépendante, réalise le présent sondage au nom du gouvernement du Canada.

Toute participation est volontaire et vos réponses sont anonymes. Il vous faudra environ 12 minutes pour répondre au sondage.

Le présent sondage a été conçu pour être rempli à l'aide d'un ordinateur ou d'une tablette. Si vous utilisez votre téléphone mobile pour y répondre, nous vous recommandons de le faire en mode paysage (écran à l'horizontale) afin que toutes les questions s'affichent correctement.

Veuillez cliquer sur >> pour continuer.

A. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?

MENU DÉROULANT

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

B. À quel genre vous identifiez-vous?

Femme	1
Homme	2
Autre (veuillez préciser) _____	3
Je préfère ne pas répondre	99

C. Quelle est votre année de naissance?**(INSCRIRE L'ANNÉE – XXXX)**

9999 – Je ne sais pas/je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE NE PAS FOURNIR UNE ANNÉE DE NAISSANCE PRÉCISE, DEMANDER :]**D. Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez?**

De 18 à 34 ans	1
De 35 à 44 ans	2
De 45 à 54 ans	3
De 55 à 64 ans	4
65 ans et plus	5
[NE PAS LIRE] Je refuse de répondre	99

E. Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Évaluation de l'économie

Nous allons vous poser quelques questions sur l'économie canadienne.

23. **Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.**

LES POINTS B À D DANS UN ORDRE ALÉATOIRE]

- a. L'état actuel de l'économie canadienne
- b. L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]
- c. L'état actuel de votre situation financière personnelle
- d. Le prix actuel des produits d'épicerie

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
Je ne sais pas	99

24. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage.

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? ORDRE ALÉATOIRE

- a. (DIVISER) La sécurité d'emploi / Le manque d'occasions d'avancement professionnel
- b. (DIVISER) Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite / La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite
- c. (DIVISER) Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois / L'augmentation du coût de la vie
- d. (DIVISER) La qualité de l'environnement / Les changements climatiques
- e. (DIVISER) Votre santé et celle de votre famille / La qualité du système de santé
- f. (DIVISER) La criminalité / Le terrorisme
- g. (DIVISER) L'économie mondiale / L'économie canadienne
- h. (DIVISER) La performance du marché boursier / L'ampleur du déficit fédéral
- i. (DIVISER) L'inégalité du revenu au Canada / Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches
- j. (DIVISER) La propagation de la COVID-19 au Canada / Votre santé mentale et celle de votre famille
- k. Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison

DEMANDER L, M, N ET O AUX RÉPONDANTS QUI ONT DES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS À Q.E.

- l. Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études
- m. La capacité de payer les études de votre enfant
- n. La recherche d'une place de garde d'enfants abordable
- o. La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

25. Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

ORDRE ALÉATOIRE

- p. Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi
- q. Rendre les communautés plus sécuritaires
- r. Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part
- s. Lutter contre les changements climatiques
- t. Fournir de l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19
- u. Rendre le logement plus abordable
- v. **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Rendre le coût de la vie plus abordable / **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Maîtriser l'inflation
- w. S'attaquer aux problèmes de santé mentale

Pas du tout important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
Je ne sais pas	99

26. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu, outre la pandémie, vous préoccupe le plus?

[INSCRIRE UNE SEULE RÉPONSE]

Le chômage et l'emploi	1
Les taxes et impôts	2
Le déficit et la dette nationale	3
Le ralentissement économique	4
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie	5
La transition vers une économie neutre en carbone	6
Le logement	7
La chaîne d'approvisionnement	8
La compétitivité des entreprises	9
La pénurie de main-d'œuvre	10
Autre (veuillez préciser) _____	
Je ne sais pas	99

ALTERNER L'ORDRE DE PRÉSENTATION DES ÉNONCÉS :**27. Lequel de ces points de vue se rapproche le plus du vôtre?****VARIER L'ORDRE**

Les décisions et actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne 1

L'économie dépend principalement de la situation mondiale et que notre gouvernement n'a que peu d'influence à cet égard 2

Je ne sais pas 99

Niveau de bien-être**28. Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en matière de...?****ORDRE ALÉATOIRE**

a. Qualité de l'environnement

b. Santé

c. Sécurité financière

d. Possibilités d'éducation

e. Perspectives d'emploi

f. Santé mentale

g. Logement

Plus avantagée 1

Plus désavantagée 2

À peu près dans la même situation 3

Je ne sais pas 99

Systeme et incitatifs fiscaux**29. À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?****ORDRE ALÉATOIRE**

a. Les grandes sociétés

b. Les petites entreprises

c. Les membres du 1 % le plus riche

d. La classe moyenne

e. Les personnes à faible revenu

f. Les institutions financières

g. Les sociétés numériques

Devraient payer moins de taxes 1

Paient actuellement un montant approprié de taxes 2

Devraient payer plus de taxes 3

Je ne sais pas 99

Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété**30. Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence?**

Propriétaire (incluant si vous avez une hypothèque)	1
Locataire	2
Ni l'un ni l'autre (je demeure chez mes parents, des proches, etc.)	3
Je refuse de répondre	9

31. À l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?**ALTERNER L'ORDRE**

- Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire
- SI LOCATAIRE, DEMANDER :** Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER :** Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel
- Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada
- SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER :** Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire
- SI LOCATAIRE, DEMANDER :** Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

32. **Afin de répondre au problème d'accessibilité aux logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.**

CAROUSSEL. RÉPARTIR ALÉATOIREMENT.

- a. Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible
- b. Accroître l'accessibilité à des logements abordables
- c. Continuer d'investir dans les coopératives de logements
- d. Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété
- e. Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu
- f. Interdire temporairement l'achat de propriétés résidentielles par des étrangers afin de s'assurer que les logements ne restent pas vacants
- g. Imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat
- h. Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle
- i. Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements
- j. Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers
- k. Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs
- l. Faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds
- m. Mettre en place des mesures de contrôle des loyers à l'échelon national

Pas une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité extrêmement élevée	10
Je ne sais pas	99

Questions fiscales

33. Dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord.

[ORDRE ALÉATOIRE]

- a. Pendant la pandémie, il était nécessaire pour le gouvernement fédéral d'accuser un important déficit budgétaire.
- b. Maintenant que les mesures de soutien liées à la pandémie prennent fin, il est temps que le gouvernement fédéral limite ses dépenses.
- c. Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.
- d. Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.
- e. Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.
- f. Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.
- g. Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.
- h. Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.
- i. Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

34. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?

Cela m'inquiète beaucoup	1
Cela m'inquiète un peu	2
Cela ne m'inquiète pas vraiment	3
Cela ne m'inquiète pas du tout	4
Je ne sais pas	99

35. Lesquelles des conséquences suivantes la pandémie de COVID-19 a-t-elle entraînées sur votre emploi et votre revenu, le cas échéant?

TABLEAU AVEC COLONNES ET RANGÉES.

- a. Vous avez temporairement perdu votre emploi
- b. Vous avez définitivement perdu votre emploi
- c. Vos heures de travail ou votre salaire ont été réduits
- d. Vous avez dû vous adapter au télétravail, y compris au travail à domicile
- e. Vous avez reçu un diagnostic de COVID-19 et vous êtes ou avez été incapable de travailler

Oui	1
Non	2
Je ne sais pas	99

Données démographiques

En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

F. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

8e année (secondaire II) ou moins	1
Études secondaires en partie (III or IV)	2
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	3
Apprentissage enregistré, ou certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, CÉGEP, ou certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
Je préfère ne pas répondre	99

G. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais	1
Français	2
Une autre langue	3
Je préfère ne pas répondre	99

H. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle? Êtes-vous...?

Travailleur(se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur(se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur(se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Étudiant(e) à temps plein	5
Retraité(e)	6
Je ne fais pas partie de la population active [PERSONNE AU FOYER À TEMPS PLEIN, SANS EMPLOI ET NE CHERCHANT PAS DE TRAVAIL]	7
Je refuse de répondre	99

I. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts.

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7
Je refuse de répondre	99

J. Appartenez-vous à l'un des groupes suivants? ORDRE ALÉATOIRE

- A. Personne autochtone (membre des Premières Nations, Inuit ou Métis)
- B. Personne racisée
- C. Membre de la communauté LGBTQ2+
- D. Personne handicapée
- E. Personne ayant immigré au Canada au cours des cinq dernières années

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

F. Pour terminer, afin de mieux comprendre la façon dont les résultats varient d'une région à l'autre, puis-je avoir les six caractères de votre code postal?

ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI LE RÉPONDANT NE VEUT PAS EN DIVULGUER D'AVANTAGE.

— — — — — **[FORMAT A4A 5B5]**

999999 – Je ne sais pas/je refuse de répondre

LIRE À TOUS : Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada et est enregistré conformément à la *Loi canadienne sur l'accès à l'information*. Merci de votre participation.

G. INSCRIRE : Langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2

11 février 2022

**Finances Canada – Attitudes à l'égard de l'économie – Sondage téléphonique (hiver 2022)
 Environics Research – PN11366**

Hello/Bonjour, je m'appelle ____ et je vous appelle de la part d'Environics pour le compte du gouvernement du Canada. Nous menons un sondage sur les attitudes et opinions de Canadiens âgés de 18 ans et plus. Would you prefer that I continue in English or French? Préférez-vous continuer en français ou en anglais? (**AU BESOIN** : Thank you. Someone will call you back shortly to do the survey in English.)

Anglais	1
Français	2

Le sondage durera environ 12 minutes, et vos réponses demeureront strictement anonymes et confidentielles. Vous pouvez à tout moment refuser de répondre à une question en particulier si vous le souhaitez.

Votre participation est entièrement volontaire. Cet appel pourrait être écouté ou enregistré à des fins de contrôle de la qualité. Tous les renseignements fournis seront traités conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

SI ON LE DEMANDE : Le sondage est enregistré auprès du service de vérification des recherches du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) sous le code de projet [NUMERO] pour vous permettre d'en vérifier la légitimité.

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE FIXE : Pourrais-je parler à la personne de votre ménage, âgée de 18 ans ou plus, qui a célébré son anniversaire de naissance le plus récemment? Serait-ce vous? [**SI CETTE PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PLANIFIER UN RAPPEL**]

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE : Êtes-vous âgé(e) d'au moins 18 ans?

DEMANDER À TOUS LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE

Êtes-vous dans un endroit sécuritaire pour parler? Vous n'êtes pas, par exemple, au volant d'un véhicule automobile?

Oui [**SE PRÉSENTER DE NOUVEAU, AU BESOIN**]

Non [**FIXER UN RENDEZ-VOUS POUR UN RAPPEL (DATE/HEURE)**]

À la maison, avez-vous une ligne téléphonique traditionnelle autre qu'un téléphone cellulaire?

Oui **VÉRIFIER LES QUOTAS**

Non **VÉRIFIER LES QUOTAS**

[SI LE RÉPONDANT UTILISE UN TÉLÉPHONE FIXE, INSCRIRE LA RÉGION À PARTIR DE L'ÉCHANTILLON]

[SI LE RÉPONDANT UTILISE UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE, POSER LA QUESTION A]

A. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?

[NE PAS LIRE LA LISTE]

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

DEMANDER À TOUS

B. À quel genre vous identifiez-vous?

NE PAS LIRE

Femme	1
Homme	2
Autre (veuillez préciser) _____	3
Je préfère ne pas répondre	99

C. Quelle est votre année de naissance?

(INSCRIRE L'ANNÉE – XXXX)

9999 – **NE PAS LIRE** : Je ne sais pas/je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE NE PAS FOURNIR UNE ANNÉE DE NAISSANCE PRÉCISE, DEMANDER :]

D. Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez? LIRE LA LISTE

De 18 à 34 ans	1
De 35 à 44 ans	2
De 45 à 54 ans	3
De 55 à 64 ans	4
65 ans et plus	5
[NE PAS LIRE] Je refuse de répondre	99

E. Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?

Oui	1
Non	2
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je préfère ne pas répondre	99

Évaluation de l'économie

LIRE À TOUS : Je vais commencer par vous poser quelques questions sur l'économie canadienne.

2020 Q. 2 (le point d est nouveau)

1. **(T)** Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

LIRE LES POINTS B À D DANS UN ORDRE ALÉATOIRE] RÉPÉTER L'ÉCHELLE AU BESOIN

- L'état actuel de l'économie canadienne
- L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l' **[PROVINCE]**
- L'état actuel de votre situation financière personnelle
- Le prix actuel des produits d'épicerie **[NOUVEAU]**

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage.

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a. (DIVISER) La sécurité d'emploi / Le manque d'occasions d'avancement professionnel
- b. (DIVISER) Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite / La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite
- c. (DIVISER) Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois / L'augmentation du coût de la vie
- d. (DIVISER) La qualité de l'environnement / Les changements climatiques
- e. (DIVISER) Votre santé et celle de votre famille / La qualité du système de santé
- f. (DIVISER) La criminalité / Le terrorisme
- g. (DIVISER) L'économie mondiale / L'économie canadienne
- h. (DIVISER) La performance du marché boursier / L'ampleur du déficit fédéral
- i. (DIVISER) L'inégalité du revenu au Canada / Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches
- j. (DIVISER) La propagation de la COVID-19 au Canada / Votre santé mentale et celle de votre famille
- k. Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison

DEMANDER L, M, N ET O AUX RÉPONDANTS QUI ONT DES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS À Q.E.

- l. Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études
- m. La capacité de payer les études de votre enfant
- n. La recherche d'une place de garde d'enfants abordable
- o. La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

2020 Q. 2B

3. **(T)** Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a) Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi **(T)**
- b) Rendre les communautés plus sécuritaires **(T)**
- c) Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part **(T)**
- d) Lutter contre les changements climatiques **(T)**
- e) Fournir de l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19 **(NOUVEAU)**
- f) Rendre le logement plus abordable **(NOUVEAU)**
- g) **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Rendre le coût de la vie plus abordable / **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Maîtriser l'inflation **(NOUVEAU)**
- h) S'attaquer aux problèmes de santé mentale **[NOUVEAU]**

Pas du tout important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

Tirée de la question de février 2011

4. **Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu, outre la pandémie, vous préoccupe le plus?**

[NE PAS LIRE – INSCRIRE UNE SEULE RÉPONSE]

Le chômage et l'emploi	1
Les taxes et impôts	2
Le déficit et la dette nationale	3
Le ralentissement économique	4
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie	5
La transition vers une économie neutre en carbone	6
Le logement	7
La chaîne d'approvisionnement	8
La compétitivité des entreprises	9
La pénurie de main-d'œuvre	10
Autre (veuillez préciser) _____	
Je ne sais pas	99

2016 Q17

ALTERNER L'ORDRE DE PRÉSENTATION DES ÉNONCÉS :

5. **(T) Certaines personnes [ALTERNER] affirment que les décisions et actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne. D'autres [ALTERNER] affirment que l'économie dépend principalement de la situation mondiale et que notre gouvernement n'a que peu d'influence à cet égard.**

Lequel de ces points de vue se rapproche le plus du vôtre?

SI LE RÉPONDANT DIT « LES DEUX DE FAÇON ÉGALE », EXPLORER POUR SAVOIR CELUI QUI S'EN RAPPROCHE LE PLUS

Les décisions gouvernementales ont une influence importante sur l'économie	1
L'économie dépend principalement de la situation mondiale	2
NON SUGGÉRÉ	
Les deux de façon égale	3
Cela dépend	4
Je ne sais pas	99

Niveau de bien-être

2020 Q3

6. **(T) Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en matière de...?**

LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a) Qualité de l'environnement **(NOUVEAU)**
- b) Santé
- c) Sécurité financière
- d) Possibilités d'éducation
- e) Perspectives d'emploi
- f) Santé mentale **(NOUVEAU)**
- g) Logement **(NOUVEAU)**

Plus avantagée	1
Plus désavantagée	2
À peu près dans la même situation	3
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Cela dépend	4
Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

Systeme et incitatifs fiscaux**2020 Q4**

7. **(T)** À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?

LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a. Les grandes sociétés
- b. Les petites entreprises
- c. Les membres du 1 % le plus riche
- d. La classe moyenne
- e. Les personnes à faible revenu
- f. Les institutions financières [NOUVEAU]
- g. Les sociétés numériques [NOUVEAU]

Devraient payer moins	1
Paient actuellement un montant approprié	2
Devraient payer plus	3
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

LIRE À TOUS : Passons maintenant à un autre sujet...

2020 Q6

8. **(T)** Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence? **AU BESOIN** : Par « propriétaire », nous entendons également les personnes qui effectuent des paiements hypothécaires.

Propriétaire	1
Locataire	2
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Ni l'un ni l'autre (je demeure chez mes parents, des proches, etc.)	3
Je ne sais pas/je refuse de répondre	9

2020 Q7a

9. **(T) Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord.**

ALTERNER L'ORDRE DE PRÉSENTATION DE A À G

- a. Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire
- b. **SI LOCATAIRE, DEMANDER :** Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- c. **SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER :** Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- d. Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel
- e. Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada
- f. **SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER :** Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire
- g. **SI LOCATAIRE, DEMANDER :** Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

2020 Q7b

10. **(T)** Afin de répondre au problème d'*accessibilité aux logements*, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.

LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE – CHAQUE PERSONNE SE VOIT DEMANDER 6 POINTS

- a. Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible
- b. Accroître l'accessibilité à des logements abordables
- c. Continuer d'investir dans les coopératives de logements
- d. Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété
- e. Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu
- f. Interdire temporairement l'achat de propriétés résidentielles par des étrangers afin de s'assurer que les logements ne restent pas vacants [NOUVEAU]
- g. Imposer une « taxe anti-opérations immobilières de vente-achat » sur les propriétés vendues dans l'année suivant leur achat [NOUVEAU]
- h. Accroître la transparence dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle [NOUVEAU]
- i. Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements [NOUVEAU]
- j. Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers [NOUVEAU]
- k. Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs [NOUVEAU]
- l. Faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds
- m. Mettre en place des mesures de contrôle des loyers à l'échelon national [NOUVEAU]

Pas une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité extrêmement élevée	10
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

Questions fiscales

11. Je vais vous lire une série d'énoncés. Dites-moi dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chacun d'eux en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord.

[LIRE EN ORDRE ALÉATOIRE]

- a) Pendant la pandémie, il était nécessaire pour le gouvernement fédéral d'accuser un important déficit budgétaire.
- b) Maintenant que les mesures de soutien liées à la pandémie prennent fin, il est temps que le gouvernement fédéral limite ses dépenses.
- c) Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.
- d) Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.
- e) Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.
- f) Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.
- g) Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.
- h) Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.
- i) Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

12. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?

Cela m'inquiète beaucoup	1
Cela m'inquiète un peu	2
Cela ne m'inquiète pas vraiment	3
Cela ne m'inquiète pas du tout	4
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

13. Lesquelles des conséquences suivantes la pandémie de COVID-19 a-t-elle entraînées sur votre emploi et votre revenu, le cas échéant?

LIRE DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a) Vous avez temporairement perdu votre emploi
- b) Vous avez définitivement perdu votre emploi
- c) Vos heures de travail ou votre salaire ont été réduits
- d) Vous avez dû vous adapter au télétravail, y compris au travail à domicile
- e) Vous avez reçu un diagnostic de COVID-19 et vous êtes ou avez été incapable de travailler

Oui	1
Non	2
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je ne sais pas	99

Données démographiques

LIRE À TOUS : En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

F. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

LIRE LA LISTE AU BESOIN ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

8 ^e année (secondaire II) ou moins	1
Études secondaires en partie (III or IV)	2
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	3
Apprentissage enregistré, ou certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, CÉGEP, ou certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE	
Je préfère ne pas répondre	99

G. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

LIRE LA LISTE – ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE

Anglais	1
Français	2
Une autre langue	3

NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE

Je ne sais pas/je refuse de répondre	99
--------------------------------------	----

H. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle? Êtes-vous...?

LIRE LA LISTE – ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE – ARRÊTER DE LIRE LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Travailleur(se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur(se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur(se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Étudiant(e) à temps plein	5
Retraité(e)	6

Je ne fais pas partie de la population active **[PERSONNE AU FOYER À TEMPS PLEIN, SANS EMPLOI ET NE CHERCHANT PAS DE TRAVAIL]** 7

NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE

Autre [NE PAS PRÉCISER]	98
Je refuse de répondre	99

I. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts.

LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7

NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE

Je refuse de répondre	99
-----------------------	----

- J. Appartenez-vous à l'un des groupes suivants? LIRE EN ORDRE ALÉATOIRE**
- a. Personne autochtone (membre des Premières Nations, Inuit ou Métis)
 - b. Personne racisée
 - c. Membre de la communauté LGBTQ2+
 - d. Personne handicapée
 - e. Personne ayant immigré au Canada au cours des cinq dernières années

Oui 1

Non 2

Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre 99

- K. Pour terminer, afin de mieux comprendre la façon dont les résultats varient d'une région à l'autre, puis-je avoir les six caractères de votre code postal?**

ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI LE RÉPONDANT NE VEUT PAS EN DIVULGUER D'AVANTAGE.

— — — — — [FORMAT A4A 5B5]

999999 – Je ne sais pas/je refuse de répondre

LIRE À TOUS : Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada et est enregistré conformément à la *Loi canadienne sur l'accès à l'information*. Merci de votre participation.

- L. INSCRIRE : Langue de l'entrevue**

Anglais 1

Français 2